

RETOUR À LA TERRE ET CHOC DES CULTURES ?

L'ENQUÊTE

AVRIL 2025

ouvrage coordonné par **Emmanuelle Coratti**




EDITIONS
IADT

Retour à la terre et choc des cultures ?

L'ouvrage a été coordonné par Emmanuelle Coratti (déléguée générale de l'association Back to Earth et doctorante au sein de l'UMR Territoires) et rédigé conjointement avec Dimitris Goussios et Dimitra Gaki (Université de Thessalie), Giang Pham (Le Cube Consultants), et Laurent Rieutort (Université Clermont Auvergne). Il a bénéficié des enquêtes réalisées par un groupe d'étudiants (Johana Rubin-Delanchy, Chloé Glomond, Clémence Canillos, Clémentine Millard-Rannou, Thomas Saunier, Lucine Varis) du Master Gestion des Territoires et Développement Local de l'Université Clermont Auvergne.

Ouvrage édité dans le cadre du projet « Retour à la terre, défis et opportunités pour les territoires ».

Maquette de couverture et mise en page : Emma Allain

Crédit photographique de la couverture : Emmanuelle Coratti

Éditions IADT, 2025

Institut d'Auvergne-Rhône-Alpes du Développement des Territoires

51 Boulevard François Mitterrand

63 000 Clermont-Ferrand



SOMMAIRE

- 5 ÉDITORIAL
- 7 L'ENQUÊTE
- 11 LES PARTENAIRES
- 15 MÉTHODOLOGIE
- 19 LES TERRAINS
 - LE BEAUJOLAIS VERT
 - L'AUBRAC
 - LE VAL D'AZUN
 - LE COUSERANS
 - LA THESSALIE
- 41 NATURE DES RELATIONS
- 45 Y A-T-IL RENCONTRE ?
- 49 DIVERGENCES
- 53 TENSIONS
- 55 CONVERGENCES
- 57 IMPACT DES PROJETS
- 60 FOCUS SUR LA CONTRIBUTION AUX TRANSITIONS AGRICOLES
- 61 FOCUS SUR L'APPORT DES COMPÉTENCES
 - QUELLES MODALITÉS DE DIFFUSION DES COMPÉTENCES ET DES INNOVATIONS ?

65	PARTENAIRES
67	INTERFACES
71	FACTEURS CLÉS D'INTÉGRATION POUR LES PORTEURS DE PROJETS ANTICIPATION DES COMPÉTENCES : ENTRE NÉCESSITÉ ET OPPORTUNITÉ VERS UNE ADAPTATION DES APPAREILS LOCAUX DE FORMATION CONSTRUCTION DE COMPÉTENCES COLLECTIVES : LA RICHESSE D'UNE DYNAMIQUE LOCALE L'INDISPENSABLE VALORISATION DES RICHESSES HUMAINES LOCALES
77	CHANTIERS D'ACCUEIL 1. INTÉGRER L'ACCUEIL DANS LE PROJET DU TERRITOIRE, PAR TAGER LE PROJET DU TERRITOIRE 2. INVESTIR DANS LES PROJETS DE LIEN SOCIAL ET CULTUREL, CRÉER DES ESPACES DE RENCONTRES, DE MIXITÉ SOCIALE ET DE CONVIVIALITÉ 3. SOUTENIR LES PROJETS 4. COCONSTRUIRE LA DYNAMIQUE D'ACCUEIL AVEC LES ACTEURS DU TERRITOIRE 5. RENFORCER LES COMPÉTENCES DU TERRITOIRE ET DES PORTEURS DE PROJETS 6. AGIR SUR LE FONCIER
81	CONCLUSION
83	QUELQUES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES
85	REMERCIEMENTS

ÉDITORIAL

Il y a quarante ans, le géographe Michel Chevalier revisitait après trois décennies, son propre terrain de recherche en Ariège — sa thèse avait été publiée en 1956 alors que la montagne était en pleine déprise. En 1985, il consacrait un long développement au phénomène des néoruraux qui réanimait certaines montagnes du sud de la France à la suite des événements de mai 1968. Il emboîtait le pas des sociologues Danièle Hervieu-Léger et Bertrand Hervieu, auteurs d'un ouvrage remarqué sur « Le retour à la nature : au fond de la forêt, l'État » (1979). Craignant que le mouvement ne témoigne que de la « dégradation finale de la vie rurale » plutôt que d'une « reprise digne de ce nom », il concluait : « Tout n'est pas noir cependant. Les relations personnelles entre les néoruraux et leurs voisins ariégeois sont loin d'être toujours mauvaises ».

Alors que ce mouvement de « retour à la terre » s'est maintenu et renouvelé dans les décennies suivantes pour des populations à la recherche d'un cadre de vie de qualité et porteuses de valeurs et de projets professionnels arrimés dans les défis des transitions socio-écologiques contemporaines, l'enquête proposée dans cet ouvrage permet de réinterroger cette question des relations entre les nouveaux habitants et leurs voisins.

Le lecteur retrouvera des thèmes récurrents (la question foncière, la diversité des profils des nouveaux arrivants, les oppositions autour du contrôle de l'espace et de l'investissement local), mais aussi des sujets de discussion nouveaux (la contribution aux transitions et à la valorisation des ressources locales, les lieux et tiers-lieux de rencontre, la gestion des compétences et les dynamiques d'apprentissage partagé).

La comparaison des terrains d'enquête atteste également de la diversité des situations géographiques et ouvre des perspectives pour tenter de les expliquer. Dans cette grille d'analyse qui reste à approfondir, on repère le rôle de l'antériorité des processus d'accueil (le Couserans des vagues migratoires successives n'est pas l'Aubrac des installations tardives et diffuses), la place des réseaux locaux ou élargis et des acteurs « facilitateurs » (élus locaux, leaders associatifs, accompagnateurs, diaspora, etc.) ainsi que l'organisation des territoires à différentes échelles (isolement ou proximité urbaine, petites centralités, impact des stratégies d'accueil organisées ou informelles).

Retour à la terre et choc des cultures ?

Finalement, les propositions concrètes qui émanent des discours tenus par l'ensemble des acteurs rencontrés confirment que pour dépasser le « choc des cultures » et s'inscrire dans les transitions territoriales, il convient d'encourager les petites configurations d'action collective favorables à l'hybridation, au développement des compétences et à la « reliance » des personnes et des espaces.

Laurent Rieutort



Graffiti en Ariège.

L'ENQUÊTE

Début 2020, la crise sanitaire bousculait bruyamment nos façons respectives de vivre et consécutivement, les schémas de pensées associés. En France, elle a mis en lumière les nombreux paradoxes propres au fonctionnement de notre société et leur responsabilité dans les urgences économiques, sociales et environnementales actuelles :

- **Le défi alimentaire**, engendré par la dépendance de notre pays à des circuits d'approvisionnement longs et complexes, et la baisse de notre savoir-faire agricole alors que les ressources nationales sont conséquentes ;
- **Le défi climatique**, amplifié par une volonté de consommer ce qui ne se trouve pas à proximité ou de produire loin des lieux d'usage en oubliant que les territoires environnants regorgent de richesses ;
- **Le défi social**, déjà criant pendant la crise des Gilets jaunes et caractérisé par le sentiment de déclassement et d'inégalités entre Français, selon le territoire où ils résident ;
- **Le défi sociétal** enfin, exprimé par la volonté d'un nombre croissant de concitoyens de s'extraire de la logique de métropolisation pourtant jusqu'ici valorisée dans l'imaginaire collectif et les réformes territoriales contemporaines.

Face à ces enjeux, cette crise a toutefois le mérite d'avoir fait émerger l'importance de la ruralité, des territoires et le retour à la terre de façon plus large, comme l'illustrent les travaux de Valérie Jousseume exposés dans son ouvrage *Plouc pride, Un nouveau récit pour les campagnes*. Des millions de Français ont déjà exprimé leur désir de s'installer dans des espaces moins denses où le foncier disponible est une chance. La capacité d'accueil, d'exploitation, les réseaux (eau, assainissement...), les équipements (écoles...) et les services présents dans ces lieux de vie, souvent non saturés, offrent des réponses alternatives et peu coûteuses aux phénomènes de concentration, de saturation et de pollution qui touchent le reste du pays. Revalorisation des filières agricoles locales, réinvestissement des commerces de proximité, décentralisation des compétences aux collectivités les plus proches des besoins des citoyens, réinvestissement des richesses et compétences présentes en dehors des métropoles, multiplica-

Retour à la terre et choc des cultures ?

tion des politiques d'attractivité des villes petites et moyennes... Les résultats positifs obtenus par ces manières de retourner à la terre et de réinvestir les territoires confirment que le changement de paradigme qu'elles sous-entendent pourraient permettre de résoudre les défis multiples auxquels nous sommes confrontés.

Dans une recherche récente¹, le géographe Jean-Marc Zaninetti rappelle que « chaque année, la France enregistre environ sept millions de déménagements d'un territoire français vers un autre, soit un dixième de la population qui change de résidence ». Or, il confirme que les 23 départements les plus attractifs se situent dans un ensemble « dépourvu de département ayant sur leur territoire une agglomération ayant le statut administratif de métropole, à la seule exception de l'Ille-et-Vilaine (Rennes). Il s'agit de départements littoraux (Vendée, Charente-Maritime, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Orientales...), ou de départements ruraux (Creuse, Dordogne, Cantal, Aveyron, Ardèche...) dont l'agglomération la plus peuplée ne compte que quelques dizaines de milliers d'habitants ».

Dans ce contexte, l'arrivée de néoruraux et de néo-agriculteurs et des alternatives qu'ils portent, pourrait donc être accueillie comme une formidable aubaine par le monde agricole et les ruralités. Pourtant leur « atterrissage » et leur intégration ne se feraient pas sans choc et confrontations dans les territoires à en croire les articles régulièrement publiés dans les médias, que l'on évoque le fameux « coq Marcel » ou les confrontations liées aux pratiques écologiques pour ne citer que celles-ci. Au-delà de ces clichés médiatiques et au regard des opportunités représentées par ces nouveaux habitants, il nous a paru intéressant de mener un travail d'enquête de terrain approfondi pour interroger la façon dont ces « néos » sont accueillis dans les territoires et la façon dont ils les impactent.

Peut-on parler d'un choc des cultures au sein des mondes agricoles et ruraux ? Comment se manifeste-t-il ? Quelles en sont les origines, comment le dépasser ? Comment accueillir les alternatives et l'altérité, sans perdre une forme d'identité territoriale ?²

1 Zaninetti, J.-M. « Migrations Internes en France : les métropoles répulsives. » *Population & Avenir*, 772(2), 2025, p. 4-7.

2 La notion d'identité territoriale est évidemment très difficile à définir même si l'on peut rappeler, à la suite du géographe Di Méo (Géocarrefour, 2002/2, n°77) « que le rapport des

Retour à la terre et choc des cultures ?

Au-delà d'une vision plus fine des relations entre « néos » et originaires des territoires, l'enjeu est bien d'identifier les facteurs clés de succès d'inclusion des projets des néos pour mieux les accueillir, accompagner leur transition personnelle et professionnelle vers la ruralité au bénéfice des transitions territoriales et des habitants.

sociétés à leurs espaces, lieux et territoires, comporte une forte dimension identitaire.» Celle-ci peut être approchée comme «un récit, une mise en scène, une construction pouvant s'élaborer à plusieurs échelles : de l'individu au monde, dans une sorte de continuum spatio-temporel.» (*ibid.*). Mais si cette construction sociale peut puiser ses racines dans l'histoire des lieux, leurs patrimoines, cultures et paysages, elle est aussi évolutive, en lien avec les transformations sociales, économiques ou politiques, dans lesquels justement les courants migratoires multiples interviennent. L'identité collective peut donc être tout autant source d'inclusion que d'exclusion, de différenciation que de médiation.

Retour à la terre et choc des cultures ?

LES PARTENAIRES

Pour mener cette étude, un consortium de cinq partenaires intéressés par la problématique et aux compétences complémentaires s'est constitué pour proposer le projet au Réseau National Agricultures et Ruralités.

Back To Earth

Fondé en février 2020, Back To Earth est un mouvement associatif qui valorise et relie les acteurs du retour à la terre et de l'avenir des territoires dans leur diversité. Il agit au travers :

- D'une chaîne YouTube ;
- D'un Observatoire du Retour à la Terre et aux Territoires ;
- De rencontres rassemblant des publics divers autour du retour à la terre (agriculteurs, élus, entrepreneurs, associations, chercheurs, artistes, jeunes...) ;
- D'une fresque du retour à la terre ;
- D'actions de plaidoyer auprès des citoyens et des pouvoirs publics.

Le Cube Consultants

Le Cube Consultants est un *think tank* privé qui accompagne les collectivités locales, les associations et les entreprises dans des démarches de recherche-action en termes de développement territorial et de communication stratégique.

Pour réaliser cette ambition, il s'est fixé quatre missions essentielles avec les acteurs locaux :

- Appui à la Gestion Prospective des Emplois, des Compétences et des Parcours Professionnels (GPECPP). Cette approche est une innovation par rapport à la stratégie générale de management et de gestion des ressources humaines territorialisées ;
- La mise en place de formations spécifiques en Ressources Humaines orientées développement local dédiées aux individus et aux collectifs locaux ;
- Proposer des concepts innovants de protocoles de recherche susceptibles de favoriser l'inclusion, le développement durable et les transitions territoriales ;

Retour à la terre et choc des cultures ?

- La proposition de nouvelles formes de communication accompagnée d'une stratégie multimodale.

La première de ces trois missions, celle qui concerne le GPECPP, est justement au cœur du projet de coopération partenariale.

L'IADT

L'Institut d'Auvergne-Rhône-Alpes du Développement des Territoires est un Groupement d'Intérêt Public, qui fédère collectivités territoriales et établissements d'enseignement supérieur pour constituer un pôle de formation et de compétences dans les domaines de l'ingénierie du développement des territoires. Il accueille plus de 200 étudiants en licence professionnelle ou masters, relevant de champs disciplinaires variés (droit public, économie, environnement, géographie et aménagement, management) et se préparant aux divers métiers du développement durable et des transitions territoriales. En parallèle, l'IADT développe une interface conçue en étroite relation avec les questions et projets des collectivités locales et des acteurs socio-économiques. Celle-ci repose sur une fonction d'animation stratégique, de recherche-action-formation. Enfin, l'IADT cherche à relier l'action publique territoriale et la recherche, notamment en produisant de la connaissance scientifique par et pour les territoires.

L'Agence des Pyrénées

L'Agence des Pyrénées est une structure interrégionale, créée le 1^{er} janvier 2021 et consacrée au développement, à la valorisation et à la préservation du massif des Pyrénées. Issue de la fusion de trois associations préexistantes (l'ADEPFO, le CIDAP et la Confédération pyrénéenne du tourisme), elle permet aux collectivités publiques d'avoir une vision à 360° des enjeux du massif et de décloisonner les approches et les outils d'intervention, de renforcer les synergies entre les missions de formation-développement (portées par l'ex ADEPFO), de promotion touristique (portées par l'ex Confédération Pyrénéenne du Tourisme) et de développement numérique des zones de montagne (portées par l'ex CIDAP). L'ambition majeure de l'Agence des Pyrénées est d'inspirer, encourager et soutenir une nouvelle dynamique de développement dans le massif pyrénéen en s'appuyant sur ses richesses naturelles, patrimoniales, économiques

et humaines. En somme, elle accompagne dans les Pyrénées l'émergence d'un nouveau modèle de développement et de gestion durable des ressources.

Terra Thessalia

Terra Thessalia est un cluster territorial de petits territoires de Thessalie sous la forme d'une ONG, fondée en 2016, dans le cadre du projet européen LACTIMED. L'objectif de l'ONG est le suivant : valoriser et reconnaître les biens et services en tant que produits finaux de ressources des territoires ruraux de la Thessalie. Afin de promouvoir ce but, des objectifs spécifiques sont poursuivis, dont les principaux sont les suivants :

- Favoriser le contact entre les producteurs et les consommateurs par la sensibilisation et l'information sur les produits et leurs liens avec le lieu de production ;
- Soutenir le caractère territorial de la chaîne agroalimentaire thessalienne et des services touristiques fournis ;
- Promouvoir le système participatif de garantie pour les biens et les services présentant des caractéristiques spécifiques ;
- Participer aux réseaux de coopération avec des laboratoires de recherche spécialisés en Thessalie et à l'étranger pour l'échange de connaissances et d'expériences afin de relever des défis communs ;
- Encourager la coopération entre les petits territoires de Thessalie, en mettant l'accent sur leur patrimoine culturel, la préservation de leurs modèles de consommation hérités, du paysage rural, etc.

Retour à la terre et choc des cultures ?

MÉTHODOLOGIE

Une enquête de terrain qualitative approfondie a été menée pendant huit mois auprès d'une grande diversité d'acteurs dans cinq territoires (voir partie Terrains) avec un triple objectif :

- Avoir une vision 360° du sujet en recueillant aussi bien la vision des nouveaux arrivants que des agriculteurs du cru, des élus locaux et des acteurs de l'accompagnement ;
- Avoir une diversité de terrains pour identifier les points communs mais aussi de potentielles spécificités territoriales liées à l'accueil des néo-ruraux, avec une mise en perspective européenne au travers du terrain grec.

Près de 80 entretiens semi-directifs ont ainsi été conduits lors :

- De plusieurs séjours terrain en France ;
- D'interviews en visioconférence avec certains élus ;
- D'une *learning expedition* de 5 jours en Thessalie ;
- D'un travail de diagnostic territorial mené sur l'Aubrac par un groupe de 6 étudiants de master de l'IADT.

Deux séminaires terrain dans le Massif central et les Pyrénées ont permis de présenter les résultats intermédiaires à un groupe de parties prenantes de l'accueil afin d'en discuter les résultats et d'identifier les pistes d'actions par un travail d'intelligence collective.

Précisions et précautions méthodologiques

La définition même des « nouveaux arrivants », construction autant sociale que scientifique, est un défi. La turbulence moderne des populations, notamment les déménagements à courte distance, rend ardue l'analyse des mobilités. Les concepts utilisés (« migrants », « arrivants », « nouveaux résidents ») apparaissent partiellement inadaptés pour la mesure du phénomène. Il est clair par exemple que la seule utilisation des soldes migratoires apparents, n'est pas suffisante si l'on veut éliminer les mouvements entre communes voisines. Nous avons donc opté pour une définition excluant

Retour à la terre et choc des cultures ?



Séminaire dans le Massif central, Décembre 2024.

les migrations à courte distance, avec l'idée que le « nouvel habitant » a connu une rupture dans son territoire d'appartenance, un changement sensible entre son milieu de départ et son nouvel espace de vie. Bref, la définition se fonde sur une certaine « extériorité » du migrant, même si des liens préalables avec le territoire peuvent fortement exister comme en Grèce³. Certes, cette extériorité fait largement écho à la perception du migrant et du milieu local. Certes, un tel déracinement est possible sur une faible distance, par exemple justement entre le bas pays et la montagne ou bien entre une résidence dans une petite ville et dans un écart rural proche. Mais, il nous semble qu'il s'agit là de cas particuliers. La question de fond reste alors celle de la résidence principale ou « habituelle » qui est à la base de la définition d'une migration : en effet, avec les phénomènes de double résidence, de multi localité, de résidence alternée, il est parfois difficile de distinguer la résidence principale des autres résidences, résidences secondaires, maisons de famille... particulièrement nombreuses dans les montagnes... Le terme « nouveau » appelle également une brève définition. Il n'est évidemment pas souhaitable de remonter sur plusieurs décennies, d'autant que la mémoire des personnes interrogées se révèle souvent imprécise au-delà d'une dizaine d'années, et qu'une partie des nouvelles populations est de plus très mobile, ce qui accroît la marge d'erreur. Il s'agit d'une vraie difficulté dans certains territoires qui ont une « tradition d'accueil » compte tenu des strates successives d'arrivées de « nouvelles » populations depuis l'après 1968. Le pas de temps retenu est donc relativement bref, de l'ordre de 5 à 10 ans dans les entretiens.

Notre enquête s'est concentrée sur les néoruraux « porteurs de projets », que ceux-ci soient de nature agricole ou entrepreneuriale.

Si l'échantillon de 80 entretiens est significatif pour dégager des tendances ou grandes proportions, il ne peut faire l'objet d'un traitement statistique fin, *a fortiori* à l'échelle de chacun des territoires. L'analyse sera donc enrichie d'éléments plus qualitatifs issus des entretiens.

3 On pourrait aussi retenir la distinction élaborée par certains auteurs entre le « nouvel habitant » et le « nouvel arrivant », le premier pouvant connaître le lieu par des séjours antérieurs ou en être originaire, ce qui aboutit à un « glissement » de l'habitat. Dans la seconde assertion, il s'agit plutôt que d'une « transplantation », d'une migration complète, « naturelle », avec déplacement de l'espace de vie. Toutefois, pour ne pas compliquer l'analyse, nous avons assimilé dans la suite du texte les deux notions.

Retour à la terre et choc des cultures ?



Séminaire dans le Massif central, Décembre 2024.

LES TERRAINS

Trois terrains ont été conjointement étudiés : le Massif central, les Pyrénées et la Thessalie. Si ces deux larges espaces français, connaissent des dynamiques de retour à la terre, pratiquent une politique d'accueil active, et sont engagés dans les transitions, ils recouvrent tous deux des réalités géographiques diverses qui peuvent donner lieu à des comparaisons intéressantes. Ils couvrent plusieurs régions et départements, ont des territoires aux identités fortes et diverses, ont des activités agricoles très diversifiées, et connaissent de grandes disparités économiques et sociales qui permettent de nuancer notre étude. Enfin le contexte montagnard des deux terrains ainsi que les politiques publiques qui y sont menées ajouteront une spécificité intéressante à nos travaux. Ces deux territoires étant très vastes, nous avons néanmoins dû réaliser des enquêtes ciblées sur des zones intermédiaires (communautés de communes, pays ou départements), permettant notamment de voir des cas d'intégration réussie et d'autres plus difficiles. En l'espèce, **le Couserans et le Val d'Azun ont été retenus pour les Pyrénées, et l'Aubrac et le Beaujolais Vert, pour le Massif central.**

Par ailleurs, en étroite collaboration avec Terra Thessalia, **un point de comparaison a été proposé avec les montagnes de Thessalie**, qui connaissent également des retours à la terre, en particulier d'urbains d'origine rurale. Savoirs hérités et nouveaux s'y mêlent, avec des accompagnements territoriaux plus informels. Une méthodologie de mise en coopération territoriale y est testée avec succès depuis plusieurs années.

Le Beaujolais Vert



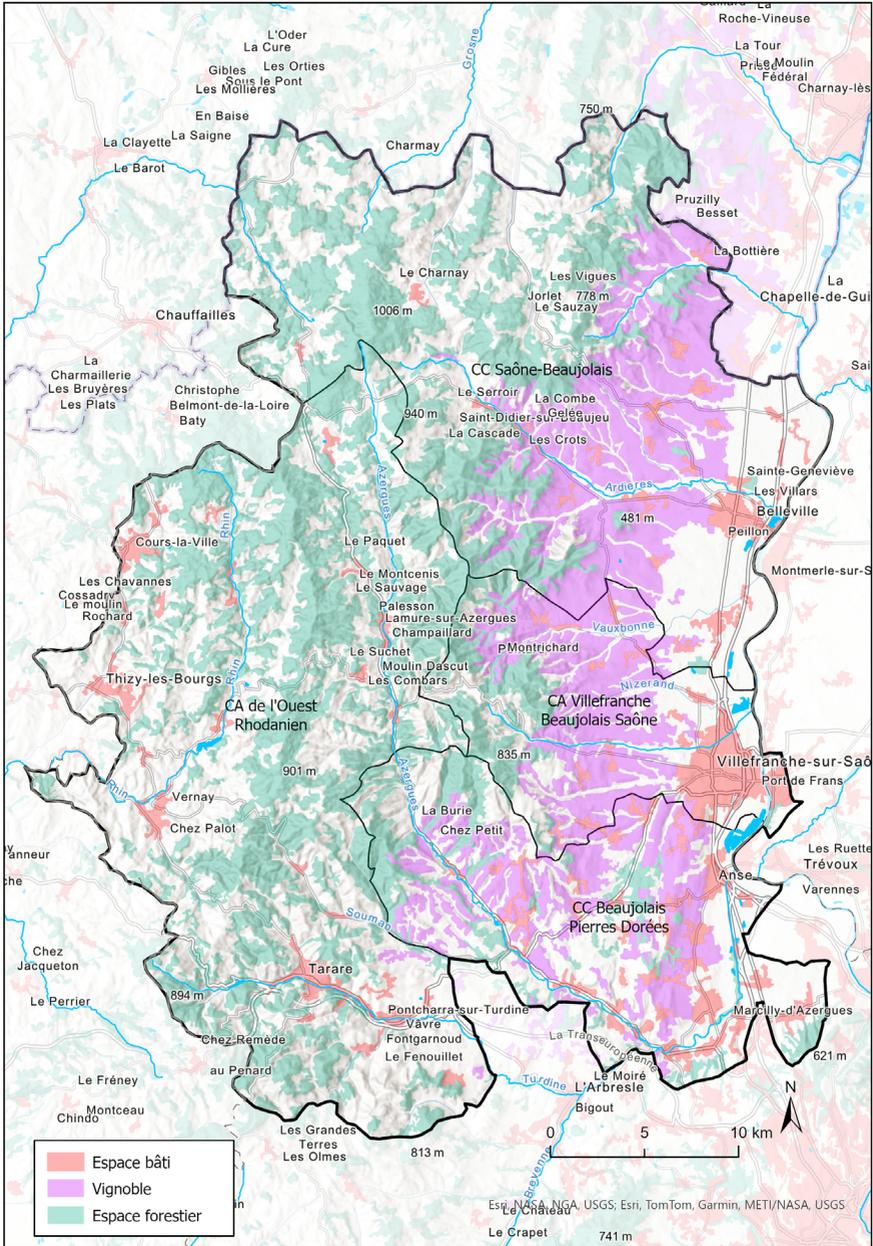
Paysage du Beaujolais Vert

Le Beaujolais Vert est un territoire rural de moyenne montagne, situé au Nord-Ouest du département du Rhône. Si l'on retient le périmètre du Syndicat Mixte du Beaujolais qui anime différents dispositifs d'aménagement du territoire, dont la politique d'accueil de nouvelles populations, on compte 116 communes et quatre intercommunalités, à savoir :

- La Communauté d'agglomération Villefranche Beaujolais Saône ;
- La Communauté de communes Beaujolais Pierres Dorées ;
- La Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien ;
- La Communauté de communes Saône Beaujolais.

Situé en zone semi périurbaine, le Beaujolais Vert se caractérise par une hybridation originale entre les cultures et espaces urbains et ruraux. Deux grands types de paysages se distinguent également : la bordure orientale, au-dessus des plaines de la Saône, se consacrent largement aux cultures viticoles et fruitières, profitant d'un climat relativement sec et ensoleillé, tandis que vers l'intérieur les plateaux entaillés par les vallées, plus humides et plus froids, pratiquent une économie herbagère, mâtinée de quelques cultures, mais largement dépendante des marchés urbains. Si l'ancien artisanat textile entretenait des densités élevées, il est évident que l'attraction des métiers urbains a été importante aux confins et dans les parties les plus hautes. En outre, les crises industrielles n'ont pas manqué et le tissu de petites exploitations agricoles a

Retour à la terre et choc des cultures ?



Retour à la terre et choc des cultures ?

beaucoup régressé, avec des structures modestes, un foncier recherché et coûteux aux portes des aires métropolitaines.

Mais ce territoire est attractif avec une croissance de sa population depuis les années 1960 qui associe solde naturel positif et excédent migratoire (+ 0,16 % par an de gain dû au solde migratoire entre 2015 et 2021). Cet attrait est lié à la fois à son environnement, sa qualité de vie et sa proximité des centres urbains (Lyon, Roanne, Mâcon). Il a vu une augmentation des arrivées de néoruraux, particulièrement après la crise sanitaire. Ces nouveaux arrivants sont attirés par l'environnement naturel les opportunités économiques, et la possibilité de s'intégrer dans un cadre rural tout en restant proche des services urbains. Aux contreforts du Massif central, les paysages du Beaujolais Vert se caractérisent en effet par des collines verdoyantes, couvertes de forêts et bordées par la rivière Azergues, offrant ainsi un cadre propice à la reconnexion à la nature. Le dynamisme économique et entrepreneurial porté par une agriculture diversifiée (viticulture, élevage, maraîchage), le tourisme, un réseau dense de PME et d'artisans locaux, se prête à l'installation de porteurs de projets divers allant de l'agriculture (notamment maraîchage et plantes médicinales) à des activités entrepreneuriales originales comme l'élevage spécialisé ou le développement touristiques durables. Ces nouveaux projets reflètent une volonté d'innovation et d'adaptation aux nouvelles attentes sociétales telles que le développement durable et les circuits courts.

La transmission des exploitations agricoles constitue un défi majeur dans la région. De nombreuses fermes, en particulier les exploitations laitières, peinent à trouver des repreneurs, menaçant ainsi la continuité de l'activité agricole locale. En outre la question du logement des nouveaux agriculteurs est également un enjeu, aggravé par la pression foncière et la concurrence pour l'accès aux terres.

Face au déclin des industries locales et à un exode rural, la région a souffert jusque dans les années 1970 d'un manque d'attractivité et d'une paupérisation des populations. Au début des années 2000, c'est la renaissance avec la création de l'Association Beaujolais Vert qui regroupe 120 structures, entreprises, collectivités et associations, qui souhaitent agir pour redonner au Beaujolais Vert son dynamisme et attirer les actifs.

Une véritable politique d'accueil se consolide depuis une quinzaine d'année, portée par les intercommunalités et la démarche « Beaujolais Vert Votre Avenir », du syndicat mixte du Beaujolais, visant tout type d'activité économique ou agricole.

Retour à la terre et choc des cultures ?

D'après les porteurs de la démarche, la Covid a accéléré la dynamique, avec deux fois plus d'installations stables (une trentaine par an) et une centaine de porteurs de projets accompagnés annuellement. On notera néanmoins une tendance très récente, non documentée mais constatée par les acteurs de terrain d'une baisse des porteurs de projets agricoles. Si avant le Covid, ceux-ci représentaient 40% de la centaine de porteurs de projets accompagnés, ils représentent aujourd'hui environ 10% des projets.

Depuis 2015, Le Beaujolais Vert a été retenu comme territoire leader pour soutenir des projets qui contribuent à faire du Beaujolais Vert un « éco territoire » et à la mise en place d'un Plan Climat. Cette démarche a aujourd'hui été dissoute, mais l'élan vers les transitions reste ancré dans les dynamiques territoriales.

Le Beaujolais Vert est donc un territoire en pleine mutation, confronté à des défis complexes de renouvellement économique et sociologique. Les efforts des acteurs locaux et des élus sont cruciaux pour l'encouragement de cette transition sociale et économique, en maintenant un équilibre entre tradition et modernité.

L'Aubrac



Les hauts plateaux de l'Aubrac.

Situé au sud du Massif central entre l'Auvergne et le Languedoc, l'Aubrac est souvent cité comme l'archétype du petit territoire rural à forte identité et en plein renouveau. Par-delà l'unité des grands espaces du plateau volcanique, c'est un territoire multiple :

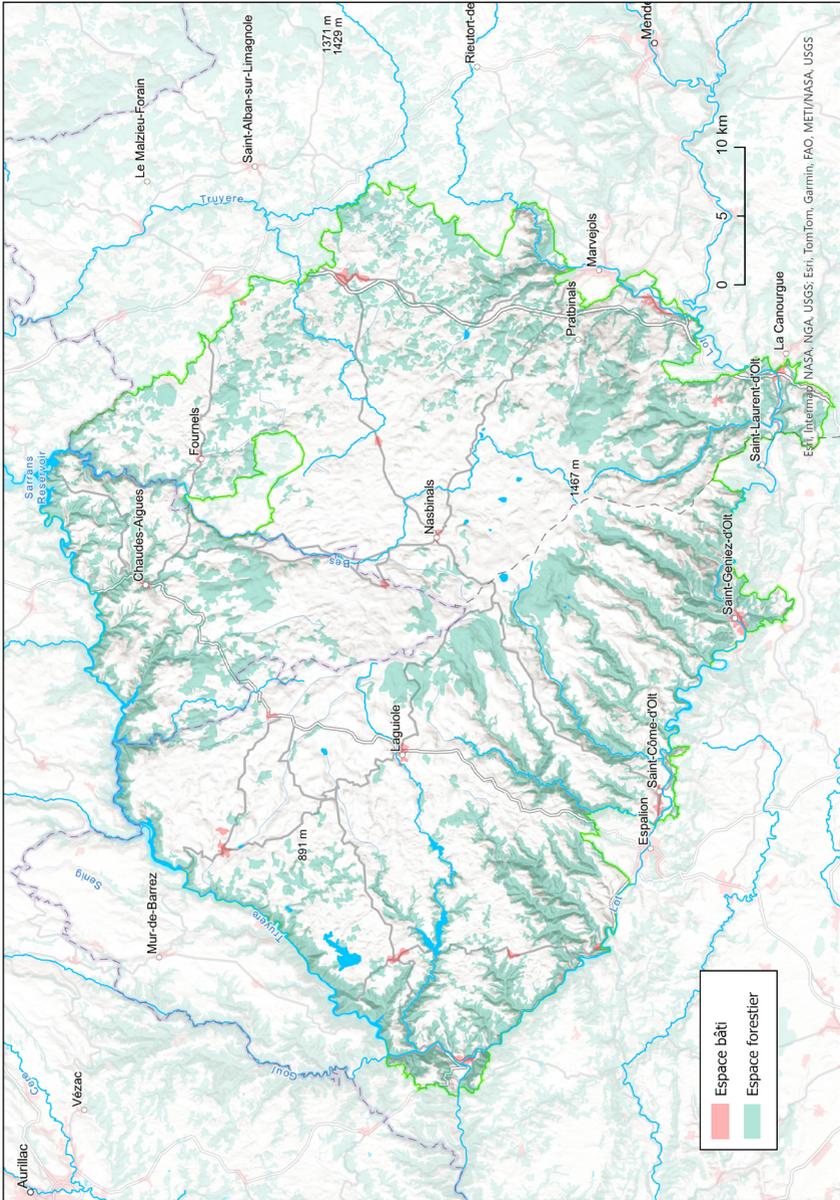
Retour à la terre et choc des cultures ?

- Sur le plan paysager, entre d'une part le plateau herbager (principalement basaltique mais aussi granitique à l'est) situé à plus de 1 200 m d'altitude, et d'autre part les pays coupés du nord (Caldaguès) et du sud-ouest (Viadène et Boralduès qui dévalent littéralement vers le Lot), moins élevés vers 800 m et annonçant déjà les châtaigniers et les vignes.
- Sur le plan politico-territorial avec une situation de confins partagée entre trois départements (Aveyron, Lozère, Cantal) et un maillage complexe de 66 communes rattachées à un Parc Naturel Régional (64 communes) et 6 EPCI. Mais si l'on peut penser que l'Aubrac est un territoire hétérogène, il est aussi, comme le rappelle un de ses habitants, « une communauté de destin, c'est-à-dire qu'il y a des concurrences entre ses différentes communautés mais lorsqu'il faut défendre les intérêts de l'Aubrac, il y a union ».
- Sur la répartition de la population, avec une densité faible (68 000 habitants soit 12 hab./km²) mais inégale du fait d'une attractivité sur le territoire hétérogène sans doute liée aux offres de services ou de logement.



Paysages de l'Aubrac.

Retour à la terre et choc des cultures ?



Retour à la terre et choc des cultures ?



Prairies de l'Aubrac.

Les dynamiques de l'Aubrac sont aussi à rechercher dans son histoire. Ce territoire de caractère a une forte identité agricole, construite initialement autour des grands herbages d'altitude et des burons isolés où l'on fabriquait le fromage, la fourme de Laguiole. Mais ce système s'effondre après 1945 et le plateau connaît un exode rural massif, d'abord vers le Sud-Ouest, le Languedoc voire la Catalogne, puis vers Paris où l'on s'installe dans les métiers de la « limonade » et du charbon. En moins d'un siècle, l'Aubrac perd 70% de sa population (70 000 habitants en 1870) et devient un pays « vide », avec des densités souvent inférieures à 10 hab./km² (6 sur le canton de Nasbinals).

C'est sur ces bases et face à la crise du système antérieur, que naît après 1950 un nouvel Aubrac. Les acteurs locaux, aux premiers rangs desquels un jeune agriculteur, André Valadier, sont accompagnés par les scientifiques (agronomes, zootechniciens, économistes, ethnologues) d'une recherche-action pionnière (1963) et par un original comité de développement économique du Nord-Aveyron qui parvient à créer des synergies entre éleveurs, agents de la filière et organismes de crédit ou de vulgarisation. Les capitaux des « Parisiens » sont aussi là pour soutenir quelques initiatives. Peu à peu se dessine un processus de développement qui met en relation l'image positive d'un « pays » aux horizons infinis et celle des produits traditionnels dits « de terroir » : fromage, aligot (plat traditionnel à base de tomme et de purée de

Retour à la terre et choc des cultures ?

pommes de terre), viande, brioche ou « fouace », charcuterie, apéritifs locaux, cou-teaux dits de Laguiole.

La modernisation des fermes passe à la fois par la relance de la vieille production fromagère grâce à la création d'une coopérative laitière *Jeune Montagne* à Laguiole et à l'obtention d'une AOC en 1961. Désormais, l'AOP « laguiole » est l'une des rares du Massif central à bien rémunérer le lait grâce à un cahier des charges rigoureux et au respect des usages. La mise sur pieds d'une filière viande concerne davantage d'agriculteurs. Elle profite des croisements aubrac x charolais encouragés par les scientifiques, et des ventes de jeunes bovins à l'exportation, mais aussi plus récemment de l'engraissement sur place des animaux pour la production de viande de boucherie. L'augmentation du cheptel et la renaissance de la race aubrac dont les qualités de robustesse sont reconnues, sont révélatrices de cette résurgence territoriale sur fond de slogan « Une race, un pays, des hommes ». Mais l'ensemble conduit à une forte pression foncière, à une envolée des prix.

La dynamique de construction du développement local et d'un nouveau récit a bénéficié d'une diversification plus large du secteur économique. La coutellerie de Laguiole a ainsi permis de valoriser un savoir-faire industriel et de développer l'emploi. Sur des bases anciennes, le tourisme s'est renouvelé autour de petites stations (Chaudes-Aigues avec ses thermes rénovés, villages d'Aubrac, Laguiole, Nasbinals et Saint-Urcize) profitant de nouvelles pratiques de loisirs en été (sports de pleine nature, randonnée, pêche...) et du ski de fond en hiver. Les gîtes ou meublés se sont multipliés, bénéficiant également de la qualité de la gastronomie et des nouveaux « pèlerins » sur les chemins de Saint-Jacques.

Le bilan reste toutefois décevant sur le plan démographique : l'Aubrac a une population vieillissante dont le solde naturel est négatif même s'il est compensé par un excédent migratoire (+0,71% par an de gain dû au solde migratoire entre 2015 et 2021) qui entraîne une hausse récente et modeste de la population. L'emploi global est aussi stagnant et seules les bourgades tirent leur épingle du jeu ; la réussite de Laguiole qui prend en été des allures de petite ville, est plus exceptionnelle. La création d'un Parc Naturel Régional en 2018 permet de mieux coordonner la stratégie de développement durable du territoire, malgré ses contraintes (rudes du climat, faibles densités et risque d'isolement, dépendance à la voiture).

Si l'Aubrac connaît un regain d'attractivité depuis plusieurs années, les nouveaux arrivants sont parfois perçus comme des « anti-systèmes » ou des « rêveurs

Retour à la terre et choc des cultures ?

anticapitalistes ». Assimilés à des citoyens « bobos », ils suscitent méfiance et, plus rarement, tensions. Certains préfèrent être appelés « néo-arrivants » ou « trans-ruraux » pour éviter cette étiquette. Malgré ces réticences, les néo-arrivants contribuent à la réoccupation des maisons abandonnées et au renouvellement des pratiques agricoles, avec l'agriculture biologique ou l'agroforesterie. Leur présence dynamise l'Aubrac face au vieillissement de la population et participe au maintien des services et des initiatives locales, essentielles à la survie du territoire.

Le Val d'Azun



Paysages du Val d'Azun.

Situé à proximité de Lourdes dans les Hautes Pyrénées, à la limite des Pyrénées-Atlantiques à l'ouest, le Val d'Azun est l'une des portes d'entrée du Parc National des Pyrénées. Constitué de trois vallées glaciaires très ouvertes, drainé par le Cave d'Arrens qui collecte les eaux du massif de Balaitous, ce territoire préservé est réparti entre dix communes et compte aujourd'hui un peu plus de 2100 habitants.

Si son passé économique est principalement agropastoral et industriel (usines de Pierrefitte), la concurrence économique des années 1960-1980 a fait fuir les entreprises qui s'y étaient installées. Une politique volontariste a permis un véritable renouveau du Val d'Azun autour du tourisme (petite station éponyme sur les flancs nord du massif du Gabizos), d'une agriculture diversifiée, d'un secteur médico-social dynamique et de l'artisanat, et de la préservation du patrimoine culturel (avec la reprise précoce des anciennes granges pour les transformer en résidences secondaires) et naturel.

Retour à la terre et choc des cultures ?

Après un fort exode (5 600 habitants en 1876 ; 1 990 en 1990), la population est stabilisée, profitant d'un léger excédent migratoire (+0,12 par an entre 2015 et 2021), le solde naturel restant fortement négatif. Le cadre naturel préservé, l'image d'un « Eden des Pyrénées » promu dès la fin du XVIII^e siècle par Louis Ramond, l'un des premiers explorateurs de la haute montagne pyrénéenne, et ce renouveau économique ont permis une nouvelle attractivité depuis une quarantaine d'années, accélérée depuis la crise Covid. La communauté locale est dynamique et solidaire, accueillant des résidents en situation de handicap, et des populations de saisonniers. Son accessibilité (route des cols des Pyrénées, col du Soulor qui conduit à la vallée de l'Ouzom et à Nay), la stabilité sociale et son ouverture culturelle lui ont permis d'accueillir de nouveaux habitants aux profils divers : retraités en quête d'un cadre paisible, professionnels travaillant à distance, néo-agriculteurs ou personnes cherchant une vie plus proche de la nature. Des familles de trentenaires avec des jeunes enfants ont permis le maintien d'écoles. Trois principaux groupes peuvent être distingués :

- Des télétravailleurs, relevant de catégories socioprofessionnelles moyennes ou supérieures, et souvent employés par de grandes entreprises internationales. Bien qu'ils contribuent au renouveau, ils peuvent être en décalage culturel avec les habitants « traditionnels » de la vallée. Leur intégration dépend souvent de leur implication dans la vie locale, bien que ce groupe ait tendance à rester relativement isolé ;
- Des porteurs de projets innovants, intégrés et respectés pour leur travail sérieux. Ces nouveaux arrivants se concentrent souvent sur des activités agricoles atypiques, comme la création de fermes de plantes médicinales ou des élevages spécialisés. Ils contribuent à la diversification des pratiques agricoles et à la préservation de l'environnement ;
- Des locaux, souvent originaires de la région mais ayant travaillé ailleurs, qui choisissent de revenir et de s'installer définitivement dans la vallée pour y entreprendre ou y travailler comme salariés. Ces habitants sont mieux intégrés dans la communauté locale, en partie grâce à leur réseau préexistant et à leur familiarité avec la culture et les traditions locales.

Une politique d'accueil volontariste portée par des élus est venue soutenir l'attractivité du territoire, au point que le foncier est désormais problématique pour accueillir de nouveaux habitants. Des initiatives locales telles que des tiers-lieux, ou

Retour à la terre et choc des cultures ?

des projets d'écoquartiers ont été mises en place. Le Val d'Azun se veut un laboratoire d'une nouvelle façon de vivre, de travailler et d'entreprendre.



Nicolas de l'Arche de Ringo, porteur de projet du Val d'Azun.

Le Couserans

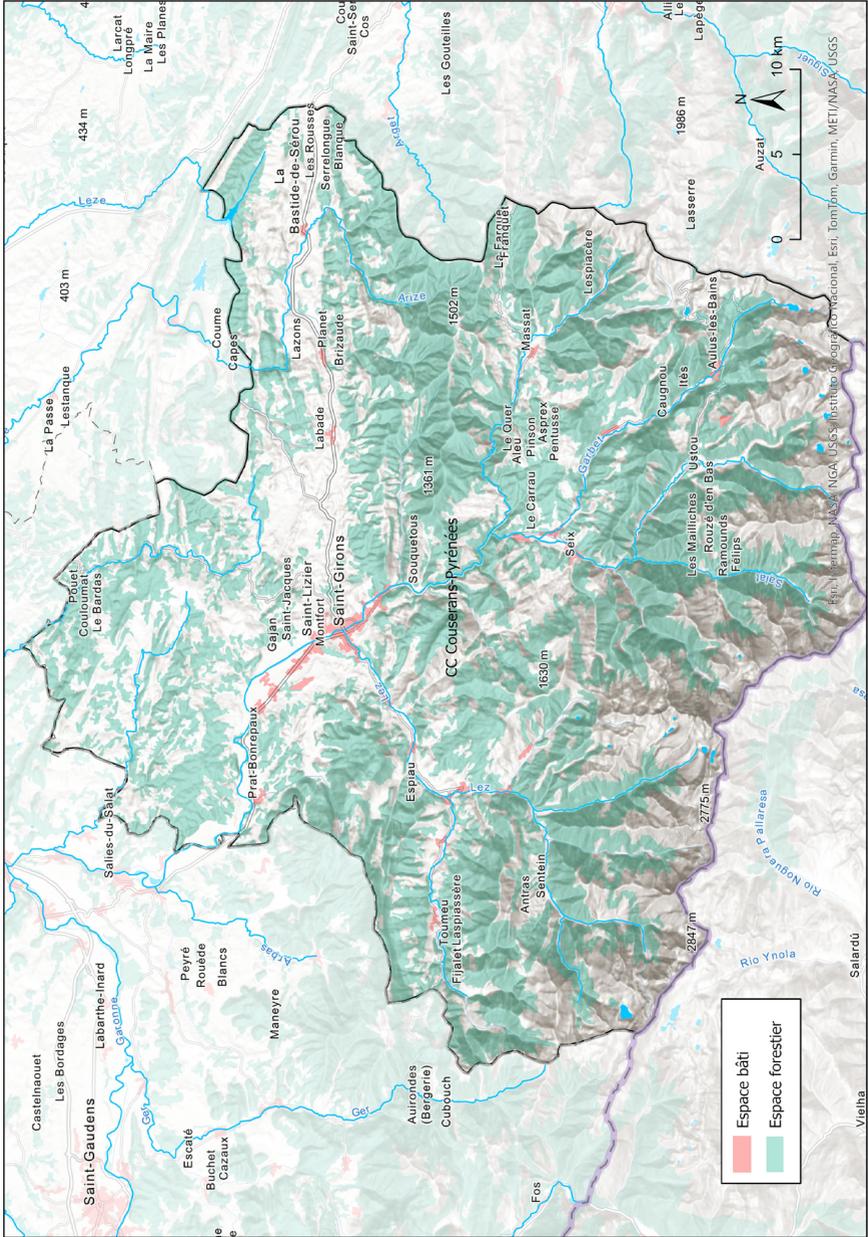


Au cœur du Parc Naturel des Pyrénées Ariégeoises, la Communauté de communes Couserans Pyrénées, compte 94 communes et environ 30 000 habitants. Ce vaste territoire riche en forêts et pâturages d'altitude se divise en 18 vallées qui convergent vers Saint-Girons.

Le passé est vivant avec des densités élevées (92 000 habitants en 1876, plus de 50 hab./km²) profitant d'une vie pastorale prospère (avec une économie laitière bovine et des pratiques collectives), une industrie papetière, des mines de plomb et des artisanats textiles, une bonne ouverture vers les plaines du bas Salat et des migrations saisonnières. Le Couserans connaît ensuite une chute et un vieillissement de sa population parallèle à un recul de ses activités pastorales, minières et industrielles. La population se stabilise depuis le début des années 2000 avec un taux annuel moyen de variation de 0,1% entre 2015 et 2021 et un excédent migratoire de plus 0,92% par an. Par ailleurs, la population de plus de 65 ans peut atteindre 38% pour certaines communes alors que la moyenne nationale est actuellement de 20%.

Les dynamiques sociales et la vie associative demeurent très actives. L'économie repose aujourd'hui sur l'agriculture en particulier l'élevage (occupant 9% des emplois contre moins de 3% en moyenne au niveau national), le tourisme rural (avec des petites stations comme Guzet-Neige ou les Thermes d'Aulus-les-Bains) et la santé; la construction quant à elle représente un effectif important puisqu'elle occupe 10% des emplois et l'industrie 12% des emplois. En lien avec un chômage élevé (9,1% au deuxième trimestre 2024 contre 7,4% au niveau national pour la même période), le

Retour à terre et choc des cultures ?



© Eric Langlois, UMR Territoires, 2025

Retour à la terre et choc des cultures ?

Pays est confronté à la pauvreté et compte de nombreux bénéficiaires du RSA.

Les mesures de la PAC, favorables aux territoires de montagne, ont permis néanmoins le maintien d'une dynamique d'installation agricole. L'Ariège est en effet le département ayant le meilleur taux de renouvellement des générations agricoles en France avec 1,2 installation pour un départ. Il reste que les projets installés ne sont pas tous solides économiquement et que la Chambre d'agriculture reste vigilante sur ce qu'elle appelle les « installations RSA », des projets économiquement peu ficelés, reposant dans les premières années d'installation essentiellement sur la perception des minimas sociaux.

Le Couserans ayant connu plusieurs vagues de migration au cours de son histoire et en particulier, plusieurs vagues de néoruraux depuis les années 70 jusqu'à aujourd'hui⁴. Le territoire a donc historiquement une tradition d'accueil et d'alternatives, mais celle-ci n'est pas du tout homogène. Par exemple si le Séronais a une politique d'accueil et d'accompagnement de porteurs de projets mature, le Massatois est historiquement une terre de « babacools », et le Castillonais connaît actuellement de grosses tensions liées à l'afflux soudain de nouveaux habitants.

Une démarche transversale, impulsée par le Parc naturel des Pyrénées ariégeoises, vise l'accélération de la transition écologique et l'accueil de projets vertueux. La Communauté de communes et la CCI portent une dynamique autour du tourisme durable et des tiers lieux. Un Projet Alimentaire Territorial vise la souveraineté alimentaire et l'Intercommunalité est très engagée sur le Plan avenir montagne de l'ANCT.

Cet engagement pour les transitions et le respect du cadre naturel constituent un véritable facteur d'attractivité pour les néoruraux en quête de cadre de vie préservé et de nouveaux projets professionnels porteurs de sens et d'engagements.

4 Voir la thèse de Françoise Cognard : « *Migrations d'agrément* » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial. L'exemple du Diois, du Morvan et du Séronais », Thèse de doctorat, Clermont-Ferrand, Université Blaise-Pascal, 2010.

La Thessalie



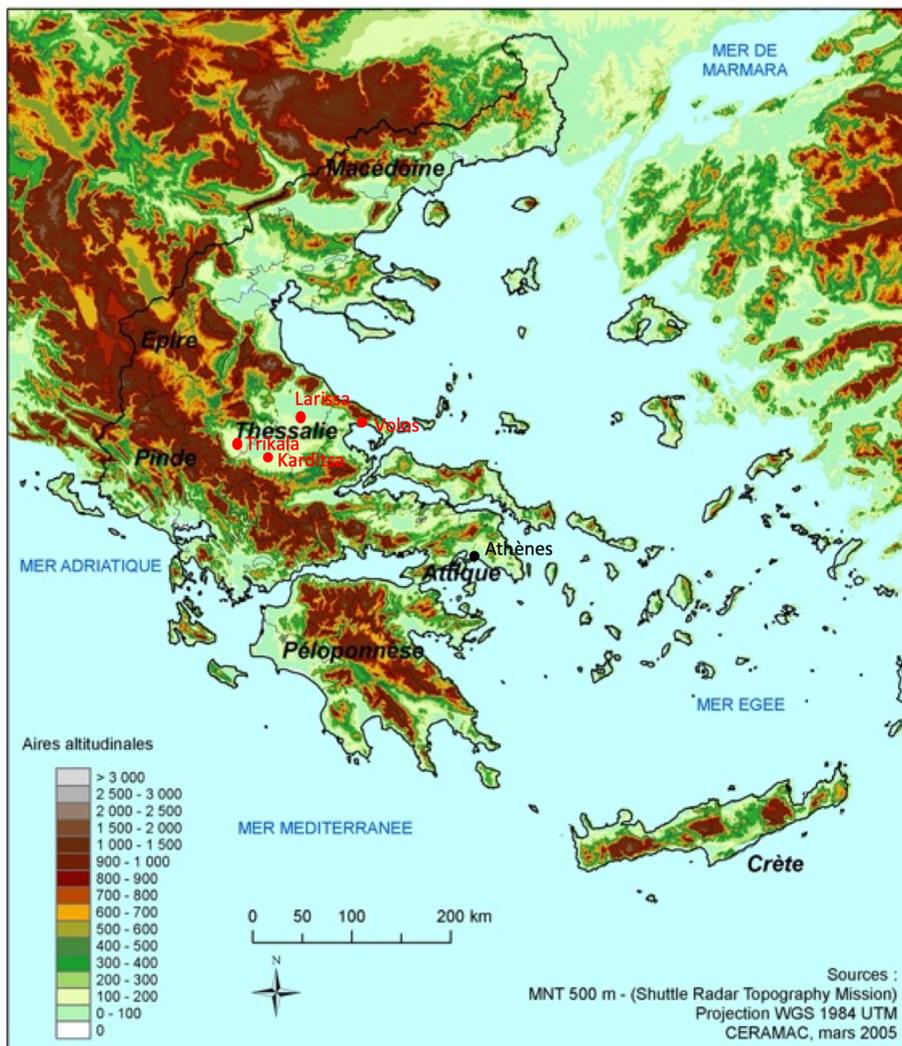
Village de Demati, proche de Metsovo, qui accueille les nouveaux arrivants de la coopérative sociale *The High Mountains*.

Au centre de la Grèce, la Thessalie allie plaine centrale et chaînes montagneuses environnantes. Composé de 25 dèmes (premier niveau de collectivités territoriales en Grèce), le territoire est polarisé autour de divers centres urbains (Karditsa, Larissa, Volos, Farsala, Trikala, Kalambaka) où se concentre la population, et comporte de nombreux villages de montagne où la population a fortement reculé après la Seconde Guerre mondiale. L'exode rural étant plus tardif qu'en France, l'appartenance aux villages y est beaucoup plus marquée. Elle touche la communauté grecque au sens large intégrant une vaste diaspora nationale (résidant dans les métropoles d'Athènes ou Thessalonique) et internationale toujours connectée à ses villages d'origine grâce à la dynamique d'associations engagées et à la mutation des usages numériques.

L'activité économique repose sur l'industrie textile, l'exploitation de ressources naturelles (céréales, viticulture, fruits, légumes, olives, coton, aliments de bétail, fromage, viande, apiculture) et les services aux retraités et aux touristes.

Le rôle de la diaspora et la crise économique ont impacté favorablement le retour de jeunes urbains vers leurs villages d'origine ces deux dernières décennies. Ce phénomène de retour à la terre, bien qu'encore marginal et inégalement documenté, est néanmoins visible et constitue une opportunité pour les zones rurales dépeuplées.

Retour à la terre et choc des cultures ?



© Eric Langlois, UMR Territoires

Retour à la terre et choc des cultures ?

Dans la vallée de Pharsale, située au nord-ouest de la plaine, on compte 15 500 habitants (2021), répartie sur 27 communes (50 localités). Cette population est caractérisée par une diversité socioculturelle importante, constituée par des groupes autochtones, ex-nomades, réfugiés d'Asie-Mineure et de Bulgarie, populations du Pinde, Tsiganes et, depuis 1991, communauté albanaise. La petite ville de Pharsale (10 000 hab.) est le siège du dème éponyme créé en 2010. Cette vallée a vu son agriculture extensive se moderniser depuis les années 1960, suivie d'un remembrement des terres et une monoculture basée sur le coton irrigué. Depuis l'entrée de la Grèce dans l'UE, la petite ville a subi, progressivement, la diminution importante de son artisanat. À partir des années 2000, la région s'est retrouvée face à la remise en question de son modèle agricole intensif et peu durable. La crise économique de 2009 a affaibli encore plus la capacité de la petite ville d'offrir des emplois. Mais, cette crise a contribué au retour et à l'installation des jeunes diplômés originaires de la zone comme dans d'autres régions de la Grèce. C'est grâce à eux que l'on a vu depuis 2016, émerger une petite coopérative agricole avec la volonté de mettre en valeur les ressources territoriales. L'essor de cette coopérative s'est appuyé d'une part sur ce capital humain jeune et formé en ville et, d'autre part, sur l'expérience accumulée par le fonctionnement depuis 1930 d'un important mouvement coopératif dissous peu après la crise économique. Aujourd'hui elle compte 100 producteurs et 1500 ha et cinq groupements de producteurs (coton, tomate industrielle, lait biologique, blé dur et légumineuses). Sa dynamique s'appuie sur une stratégie de construction d'une agriculture durable, ancrée et à plus forte valeur ajoutée dans un territoire sans attractivité touristique. L'absence d'ingénierie territoriale est contrebalancée par la mobilisation de tout un réseau de soutien organisé à différentes échelles par la coopérative et un « cluster territorial » intitulé Terra Thessalia. Participent à ce réseau, l'Université de Thessalie, les deux banques coopératives de Thessalie, deux Agences de Développement (ANKA et KENAKAP), l'Union nationale des Chambres de commerce de Grèce, l'Union des Entreprises et des Industries de Thessalie, l'institut d'Entrepreneuriat et une dizaine de laboratoires de recherche.

La coopérative est devenue huit ans après sa fondation, un véritable lieu d'échanges et d'apprentissage dont la zone d'influence dépasse l'échelle locale. Elle est passée à des filières de qualité dans l'élevage (lait biologique, fromage/feta), les légumineuses (pois chiches) et les activités artisanales (production de farine, traitement de la laine, etc.). Elle offre à ses membres des services agricoles tels que le

Retour à la terre et choc des cultures ?



Montagne et village de Founa qui accueillent de nouveaux habitants autour de l'école.

Retour à la terre et choc des cultures ?

microcrédit, les conseils et un magasin coopératif. Actuellement, le couronnement de son travail et de ses activités est la mise en œuvre d'un projet international portant sur l'agriculture régénératrice et le coton. En Thessalie, la densification des catastrophes naturelles fragilise la résilience des systèmes de production agricole. Soutenue par un réseau supra-local d'acteurs, Enipeas a piloté depuis 2021 la mise en œuvre de nouvelles pratiques agroécologiques. Cela soulève la nécessité de créer une structure de gouvernance pour cette synergie qui facilite l'installation de nouveaux arrivés.

Si la Thessalie est historiquement un territoire traversé, ayant vécu diverses vagues migratoires, elle ne dispose pas aujourd'hui d'une politique d'accueil publique structurée. Les retours à la terre sont spontanés et le fait d'individus, de familles ou d'initiatives privées, qui cherchent à inverser le déclin de la population dans leur village/région d'origine. La dynamique de renaissance des villages est aujourd'hui principalement impulsée par la diaspora et ses associations, et l'émergence d'acteurs du territoire qui se mettent en action. On citera en particulier le rôle des Agences de Développement départementales qui mettent en œuvre des programmes *Leader*, accompagnant la valorisation des ressources locales, la modernisation des entreprises ou l'émergence de nouveaux partenariats entre entreprises, communes et diaspora.

Les partenariats publics-privés permettent de mobiliser ressources et expertises et sont cruciaux pour le développement économique, la protection de l'environnement, l'innovation ou l'éducation.

Retour à la terre et choc des cultures ?

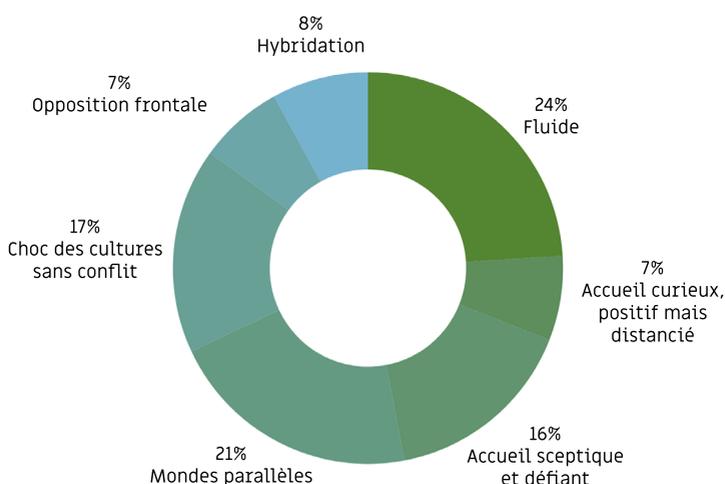


Journée Agora Pyrénées Val d'Azun « Ici on invente une autre façon de vivre, de travailler et d'entreprendre », 20 mars 2025.

Nature des relations

Notre principal questionnement portait sur la nature des relations entre les nouveaux habitants porteurs de projets et les résidents des territoires les accueillant.

Notre surprise a été que le choc des cultures que nous pressentions au départ comme la principale configuration relationnelle était loin d'être le cas dominant.



Les types de relation entre nouveaux habitants et anciens résidents⁵.

Principaux constats

Le spectre de relations est en fait beaucoup plus large comme le représente le graphique ci-contre consolidant les résultats pour l'ensemble des territoires et des typologies d'acteurs interrogées.

5 À partir d'ici, nous allons vous présenter les résultats de l'enquête 2024-2025.

Retour à la terre et choc des cultures ?

Un éventail relationnel montre un panel possible de relations allant des cas idéaux d'hybridation où des projets communs s'enclenchent, où les deux mondes retirent le meilleur l'un de l'autre, à quelques rares cas d'opposition frontale.

Il est intéressant de noter que la perception des relations diffère d'une catégorie d'acteurs à l'autre. Les relations sont par exemple perçues de façon plus fluide par les néo-agriculteurs que par les agriculteurs. Les élus sont par ailleurs la catégorie la plus nuancée puisqu'ils ne rapportent ni cas d'opposition frontale ni cas d'hybridation, peut-être du fait de leur position d'observateur ou d'accompagnateur. Les «mondes parallèles» sont principalement perçus par les agriculteurs, là où les cas d'hybridation sont essentiellement évoqués par les porteurs de projets non agricoles, sans doute dus à leur approche nécessairement partenariale et des réseaux plus prononcés.

Les cas d'opposition frontale relatés sont principalement le fait de projets de débits de boisson, engendrant une crainte de nuisance par le voisinage.

Verbatims

Je vois l'arrivée des néo-agriculteurs de façon positive, car ils apportent des idées nouvelles, des process. Ils sont très professionnels, ce sont des chimistes de la transformation.

Ça irait s'ils ne nous piquaient pas nos terres.

On vous regarde, on vous laisse faire et on attend de voir.

En agriculture ce sont plutôt deux mondes parallèles, il y a peu de croisements.

J'ai personnellement ressenti un choc des cultures, mais c'est ce qui m'intéresse. La vraie question c'est, est-ce qu'on peut faire quelque chose de ce choc? (...) Mon objectif est de créer du lien entre des gens et de permettre la cohabitation!

Mises en perspective territoriale

Dans le Massif central, l'accueil distancié, qu'il soit « positif et curieux » ou « sceptique et défiant » est plus important que dans les Pyrénées ou la Grèce. En Aubrac, le cas majoritaire relève plus d'un « choc des cultures sans conflit ». Aucun cas d'hybridation ou d'opposition frontale n'est remonté. Le spectre des relations est moins large. Dans le Beaujolais Vert, l'accueil distancié qu'il soit « sceptique et défiant » ou « curieux et positif », ressort plus massivement qu'ailleurs ; comme l'évoquent plusieurs verbatims recueillis, la position est « attentiste » : « on nous regarde ».

Dans les Pyrénées deux configurations bien différentes ont été observées. Les extrêmes sont plus représentés que l'on parle d'hybridation ou d'opposition frontale.

Le Couserans, même s'il couvre tout le spectre de relations, est néanmoins le territoire où les relations sont les plus difficiles (près d'un tiers des cas relevant du choc des cultures ou de l'opposition frontale. Deux mondes parallèles se dessinent de façon croissante depuis la crise du Covid. Lorsque l'accueil est distancié, il est toujours « sceptique et défiant ». Cette configuration plus « négative » peut peut-être s'expliquer par l'ampleur des flux de nouveaux habitants, la présence plus importante de porteurs de projets « idéologiques », la place de nombreux bénéficiaires des RSA et une situation économique plus délicate.

Le Val d'Azun est le territoire français où les configurations positives (hybridation ou fluidité) sont les plus représentées.

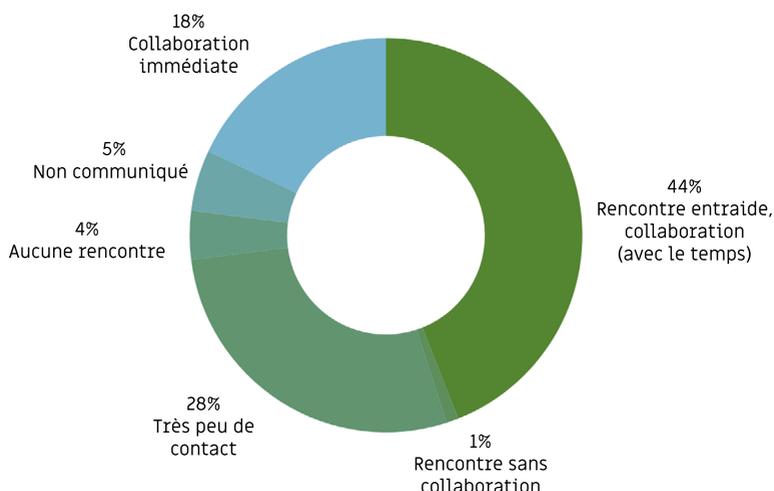
En Thessalie, aucun cas de choc de cultures ou d'opposition frontale n'a été observé, ce qui s'explique sans doute par le fait que l'exode rural a été plus tardif, que beaucoup de migrants retournent s'installer dans leur communauté d'origine familiale, donc la distance culturelle est moindre. Le rôle de la diaspora et de ses associations permet sans doute aussi de fluidifier et maintenir les relations entre ceux qui sont partis, ceux qui restent et ceux qui reviennent.

Conclusion

Il convient donc d'être nuancé dans la présentation des relations entre les porteurs de projet et les acteurs des territoires qui les accueille. Le spectre de relation est large, diffère selon les territoires et les typologies d'acteurs, invitant à une approche de l'accueil territorialisée et à l'accompagnement des diverses parties prenantes pour une compréhension réciproque.

Y A-T-IL RENCONTRE ?

Quelques premiers entretiens exploratoires nous ont fait nous questionner sur l'effectivité de la rencontre entre porteurs de projets et acteurs des territoires accueillants, certains récits faisant plus référence à des situations imaginées concernant les néo-agriculteurs qu'à une véritable confrontation ou collaboration.



Les formes de rencontre entre nouveaux habitants et anciens résidents.

Principaux constats

En questionnant notre panel sur les rencontres faites, il est ressorti en effet que dans près d'un tiers des cas environ, il n'y avait très peu, voire aucun contact, ce qui pourrait aussi expliquer le maintien d'a priori.

La rencontre se fait avec le temps et quand elle se fait elle donne lieu à de l'entraide et des collaborations, mais « il faut faire ses preuves »

Les néo-agriculteurs sont plus engagés dans les rencontres que les agricul-

teurs, sans doute parce qu'ils ont en ont plus le besoin. Les porteurs de projets non agricoles sont ceux qui sont le plus en interface avec les acteurs du territoire, probablement par la dimension partenariale de leurs projets que nous détaillerons plus loin.

Verbatims

C'est un territoire qui accueille, qui aime accueillir des projets innovants.

Initialement, il y avait des appréhensions liées aux expériences négatives dans d'autres communes et la peur des habitudes urbaines. Mais finalement, l'intégration a été facile, ce qui me rend fier en tant que maire.

On a voulu monter un écofestival, mais seulement 5 personnes du coin sont venues.

Nous avons le sentiment de vivre en marge de la société locale. (...) Nous avons une vision idéalisée du territoire, un havre de paix où nous pourrions vivre en harmonie avec la nature et développer des projets artistiques, mais la réalité est plus brutale (isolement, difficultés administratives et intégration sociale compliquée).

C'est un défi de les faire se rencontrer, s'associer, croiser les projets.

Mises en perspective territoriale

Le Beaujolais Vert et Val d'Azun sont les territoires où il y a le plus de rencontres.

Le Val d'Azun se détache par une proportion plus significative de «collaboration immédiate» qu'ailleurs, et même si elles ont lieu avec le temps, les rencontres avec collaboration sont citées à 80 %. Cependant les cas de non-rencontre ne sont pas évoqués ailleurs en France.

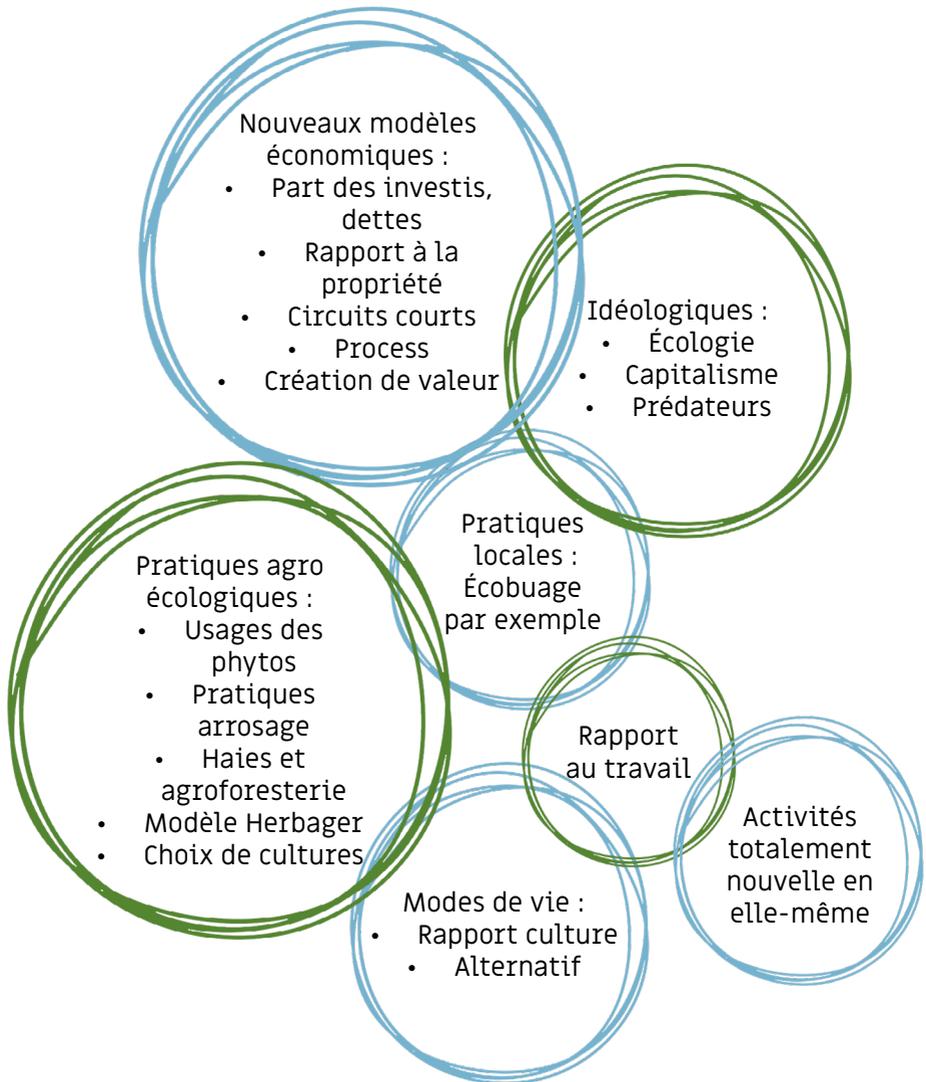
En Aubrac, les «collaborations immédiates» sont proportionnellement moins nombreuses, mais il y a globalement de l'entraide et des collaborations qui s'installent avec le temps.

Dans le Couserans, même si les rencontres prédominent, on observe plus de cas de «très peu de contact» que dans les autres territoires français de l'échantillon peut-être du fait que ce territoire accueille historiquement plus de projets en marge ou alternatifs.

En Thessalie, même s'il est difficile de donner des proportions chiffrées ayant du sens au regard de l'échantillon, la part de «non-rencontres» ou de «très peu de contact» domine, en contrepoint de la France.

Conclusion

La rencontre reste donc un potentiel à activer, l'isolement représentant un risque pour les porteurs de projets. Un chantier émerge autour de la création d'espaces de rencontres et des pistes sont évoquées en fin d'ouvrage.



Les sources de divergence entre nouveaux habitants et anciens résidents.

DIVERGENCES

Si les conflits ouverts restent donc marginaux, nous avons néanmoins interrogé l'ensemble des parties prenantes de l'enquête autour des sujets de divergences de points de vue et d'approches.

Principaux constats

Le premier point de divergence concerne sans surprise les pratiques agroécologiques au sens large, que l'on parle du non-usage des phytosanitaires, des usages de l'eau, du modèle herbager, de la plantation de haies et de l'agroforesterie ou enfin du choix des cultures.

Les modèles économiques des projets font aussi l'objet d'approches divergentes entre nouveaux habitants-porteurs de projet et acteurs originaires. On constate en effet des différences dans le rapport à l'endettement et la part des investissements dans les projets, les « néos » privilégiant des modèles moins gourmands en investissement. Le rapport à la propriété n'est pas non plus le même, la propriété n'étant pas le modèle incontournable des porteurs de projets, ouverts à des logiques d'usage, de location, de fonctionnalité plus que de propriété. Les circuits courts sont par ailleurs dominants dans les circuits de commercialisation là où certains territoires ont privilégié des filières longues (exemple de l'Aubrac avec les broutards revendus pour engraissement en Italie). Les méthodes évoluent avec l'approche en « gestion de projet » apportée par des profils en reconversion venant du tertiaire et d'expérience en entreprise. Enfin, si l'on se focalise sur les projets agricoles, les surfaces des projets étant plus petites, les porteurs de projets recherchent une création de valeur autre que celle indexée sur la surface (PAC), créant de projets de transformation, d'accueil, de vente directe pour compenser le manque de surface par l'intensité de création de valeur du projet.

Les modes de vie apparaissent en troisième position, que l'on parle du rapport à la culture ou de modes de vie alternatifs.

Les divergences idéologiques apparaissent en quatrième position, et concernent le questionnement du capitalisme, l'écologie et le rapport à l'animal, en particulier sur le sujet des prédateurs.

Retour à la terre et choc des cultures ?

Le panel fait également ressortir des divergences dues à la nature même des activités, certaines étant totalement nouvelles dans les territoires, avec la création de nouveaux métiers ou filières.

On notera également un rapport au travail différent, sans doute sous l'effet générationnel avec un rapport moins sacerdotal au travail, le souhait d'avoir un équilibre de vie, des vacances et de ne pas tout sacrifier au projet.

Enfin certaines pratiques locales comme l'éco buage par exemple peuvent susciter des divergences de point de vue, sans que cela conduise pour autant au conflit.

Pour nuancer ces constats en prenant le prisme des diverses catégories d'acteurs, on notera que la nouveauté radicale des projets est plus perçue par les néo-agriculteurs.

Les néo-agriculteurs ne semblent pas ressentir les divergences liées à leur rapport à la vie et à leur idéologie. Pour autant, ce sont les principales divergences évoquées par les élus.

Les seules typologies d'acteurs ayant répondu qu'il n'y avait aucune divergence sont les néos, agriculteurs ou non.

Le rapport au travail divergent surtout perçu par les agriculteurs et les acteurs de l'accompagnement des porteurs de projets.

Verbatims

La ferme auberge c'était complètement nouveau ici. Personne n'avait encore jamais fait ça.

Ce n'est pas la même agriculture, pas la même cadence de travail ni la même approche des productions. On respecte, mais est-ce qu'ils en vivent vraiment ?

Je dois convaincre les gens que je ne suis pas un hippie qui veut faire pousser trois carottes.

Ils veulent mettre en place des initiatives culturelles, mais ce n'est pas pour nous ! On a pas la réf comme disent les jeunes.

Les Néos ont moins peur de tester des choses, les anciens sont plus engagés financièrement. Les Néos ont moins recours à l'endettement, se diversifient plus et testent des choses petit à petit. Le revers de la médaille c'est qu'ils se fatiguent énormément.

Mises en perspective territoriale

En Aubrac, la plus grande divergence citée concerne le mode de vie et la conception de la vie, là où le Beaujolais Vert fait plutôt ressortir des divergences de pratiques agricoles. Sur ces deux zones du Massif central, la divergence concernant le rapport au travail est plus marquée que dans les autres territoires.

Sans surprise, dans le Couserans, la plus grosse divergence évoquée concerne les modes de vie et conception de la vie. Viennent ensuite la question des modèles économiques (et/ou agricoles) et l'idéologie (y compris le rapport à l'écologie). Le rapport à la propriété et au foncier y est évoqué alors qu'il n'est mentionné nulle part ailleurs.

Dans le Val d'Azun, les divergences se concentrent essentiellement sur les pratiques agricoles, ainsi que les pratiques ou activités totalement différentes et nouvelles. Celles-ci se situent donc plus sur un plan pratique qu'idéologique, les enjeux de l'accueil étant surtout positionnés sur le renouvellement des activités économiques et le maintien des services. Le rapport au retour à la terre y est moins « politisé » et plus vécu comme une opportunité concrète de renouveler la dynamique locale.

On notera enfin la spécificité pyrénéenne du rapport aux prédateurs, qui d'ailleurs, au-delà de divergences, fait l'objet de conflits (voir chapitre suivant).

Conclusion

Les divergences sans qu'elles mènent pour autant au conflit sont de divers ordres. Lorsqu'elles sont pratiques, elles ouvrent le champ à l'opportunité d'échanges et d'hybridation entre les modèles, lorsqu'elles sont liées à la culture et à l'idéologie, elles mettent en exergue la nécessité de mettre en place des espaces de rencontre et de dialogue pour renforcer la connaissance et le respect mutuel. Les enjeux ne se positionnent pas au même niveau selon les territoires, invitant à des politiques d'accompagnement différenciées.

Retour à la terre et choc des cultures ?

TENSIONS

Principaux constats

Comme évoqué plus haut, les conflits frontaux sont peu nombreux sur nos terrains. Il convient plus d'évoquer la notion de tensions, celles-ci se concentrant principalement autour du foncier et de l'immobilier, des idéologies, de la nouveauté des pratiques et enfin des enjeux de voisinage et de nuisances sonores.



Les sources de conflits entre nouveaux habitants et anciens résidents.

On notera :

- Que la majorité des interlocuteurs n'évoque pas de tension;
- Que la principale tension n'est pas directement culturelle, mais foncière, qu'il

Retour à la terre et choc des cultures ?

s'agisse des tensions autour de la session des terres agricoles ou de l'accès à l'immobilier. Cette tension est particulièrement perçue par les agriculteurs et les élus ;

- Que les tensions idéologiques et foncières sont surreprésentées dans le Couserans ;
- La spécificité pyrénéenne des conflits autour des prédateurs ;
- Les cas des conflits les plus frontaux faisant l'objet de vives oppositions concernant les problématiques de nuisances de voisinage, liées au bruit et ne sont pas spécifiques à la ruralité.

Verbatims

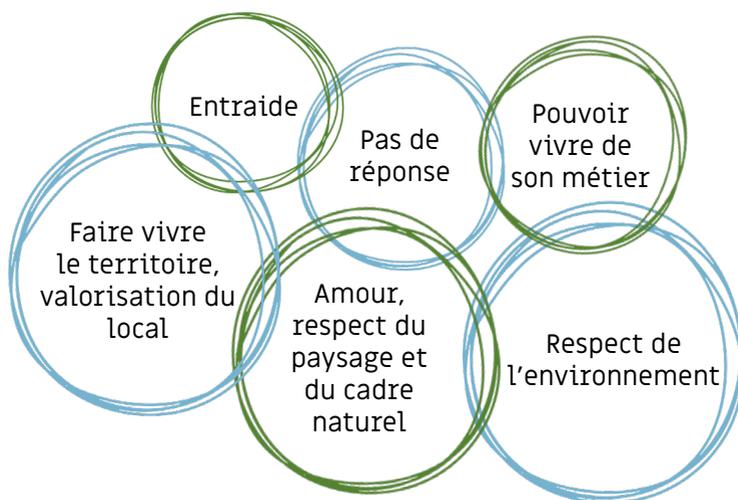
Les tensions peuvent surgir autour des pratiques agricoles, notamment entre les méthodes traditionnelles et les nouvelles pratiques agroécologiques. Les limitations foncières et la pression immobilière exacerbent également ces tensions.

On est en train de sortir du schéma de "il faut accueillir des habitants", et de dériver vers les questions d'habitabilité, des territoires, des éléments environnementaux et de leur capacité d'accueil face aux migrations, en tenant compte des ressources disponibles.

En Ariège et Couserans il y a parmi les nouveaux arrivants ceux qui souhaitent bifurquer (des jeunes et des moins jeunes), mais aussi des gens qui viennent ici en tant qu'assistés et le revendiquent et ne veulent pas sortir du monde de l'assistanat, c'est un sujet qui pose problème.

CONVERGENCES

Si les acteurs ont facilement identifié les divergences, nous nous sommes également penchés sur les facteurs pouvant réunir et donc susceptibles de créer du commun.



Les types de convergence entre nouveaux habitants et anciens résidents.

Principaux constats

Si la question de l'écologie divise, le respect de l'environnement est aussi paradoxalement un facteur rapprochant, car les territoires sont tous engagés dans les transitions et les projets des nouveaux arrivants s'inscrivent comme nous le verrons par la suite tous dans des logiques de transitions territoriales.

Étroitement connectés à ce respect de l'environnement, l'amour et le respect du paysage et des cadres de vie sont de vrais facteurs de rapprochement. Plus

Retour à la terre et choc des cultures ?

largement, cet attachement au territoire et l'entraide, sont des leviers potentiels de rassemblement des citoyens par les élus.

Une autre convergence réside dans la préoccupation commune de vivre dignement de son travail.

Enfin, la difficulté à trouver des convergences chez certains interrogés est révélatrice ! Nous sommes plus formatés à voir les dissonances que les liens et cela laisse la place à un travail sur les communs. Notons que les nouveaux arrivants évoquent un spectre plus large de convergences que les autres acteurs.

Verbatims

Il y a un amour du territoire qui n'est pas identitaire.

Mon objectif est de créer du lien entre des gens et de permettre la cohabitation.

Le territoire n'est pas seulement un cadre naturel, mais une communauté vivante à laquelle je contribue et de laquelle je dépends.

Mises en perspective territoriale

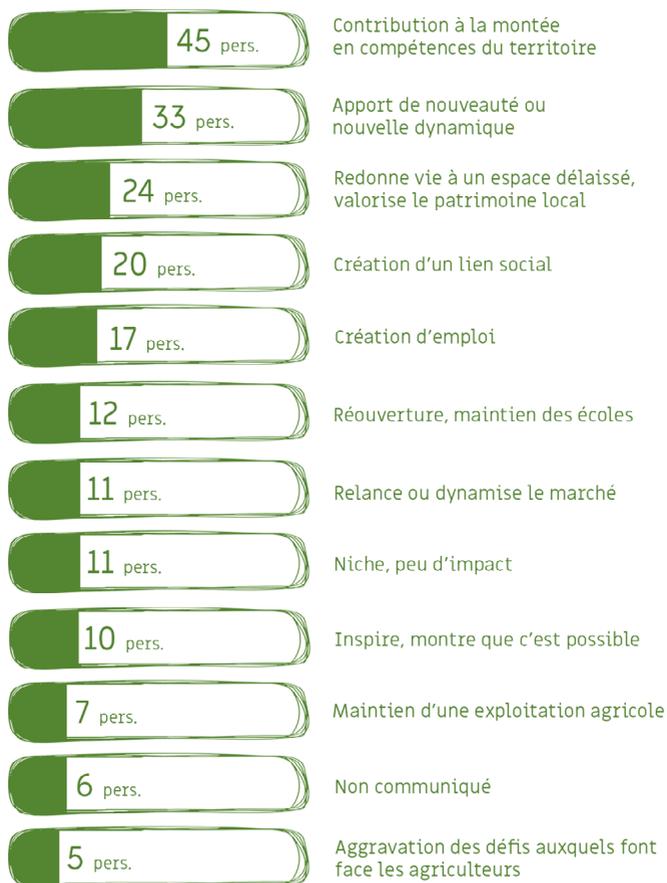
Dans le Beaujolais Vert et le Val d'Azun, c'est le respect de l'environnement qui est massivement cité comme point de convergence. Dans le Couserans c'est l'amour du cadre naturel qui rapproche néos et gens du cru. En Aubrac les réponses sont disparates et en Thessalie peu significatives.

Conclusion

Ces convergences sont autant de leviers à activer pour nourrir les projets des territoires et créer du lien autour de « valeurs communes » pas forcément perçues initialement.

IMPACT DES PROJETS

Comment l'impact des projets est-il perçu par les nouveaux installés et par les acteurs « enracinés » dans le territoire, que l'on parle d'impacts positifs ou négatifs ? Le fait est que l'ensemble des interrogés reconnaît une diversité d'impacts.



Les types d'impact des nouveaux habitants porteurs de projets.

Principaux constats

La grande majorité des projets s'inscrit dans des démarches de transition nouvelles au regard des pratiques locales.

La conscience d'un apport d'expérimentations et de compétences est partagée par tous, même les plus réfractaires à l'accueil de nouvelles populations.

La non-concurrence des activités locales par les porteurs de projets est parfois choisie ou parfois amenée par la contrainte foncière, mais elle contribue dans tous les cas à une création de dynamique perçue de tous.

Un de nos points d'étonnement a été que certains porteurs de projets réintroduisent des pratiques ou activités qui avaient disparu du territoire, comme la filière de la laine, ou certaines méthodes de construction.

Les impacts négatifs (altérations des pratiques locales et aggravation des défis auxquels font face les agriculteurs) ne sont cités que par les habitants ou les interfaces locales, et non par les nouveaux arrivants.

Les agriculteurs reconnaissent la contribution à la montée en compétence du territoire des nouveaux arrivants et pour certains également le fait que ce soit une source d'inspiration (« ils montrent que c'est possible de faire autrement »). Ils évoquent aussi le fait que les néos permettent de maintenir des exploitations agricoles vouées à l'agrandissement ou à disparaître.

Verbatims

Les Néos sont vraiment utiles au territoire, le dynamise face au vieillissement de la population et aux enjeux du renouvellement des générations. Il y a toujours eu de nouveaux arrivants sur le territoire, on est obligé de les accueillir et ça se passe bien !

Nous avons créé une exploitation maraîchère qui permet de fournir en ultra local, de façon constante et normée.

Je vois l'arrivée des néo-agriculteurs de façon positive, car ils apportent des idées nouvelles, des process. Ils sont très professionnels, ce sont des chimistes de la transformation.

Mise en perspective territoriale

Dans tous les territoires enquêtés, il apparaît admis que les nouveaux arrivants contribuent à la montée en compétences du territoire en enrichissant les pratiques locales, en expérimentant plus, et souvent de façon plus écologique.

En Aubrac, il est notamment noté sur le même plan la valorisation du patrimoine local et le fait de redonner vie à des espaces délaissés.

L'apport de nouveautés et de nouvelles dynamiques est plus largement évoqué dans les Pyrénées et notamment dans le Val d'Azun.

Conclusion

Les porteurs de projets constituent donc une véritable opportunité pour les territoires, au travers du maintien des services, des dynamiques économiques, et de leur contribution aux transitions et à la préservation du patrimoine local. Un chantier se dessine sur la gestion des compétences à l'échelle territoriale pour capitaliser sur cette richesse représentée par les nouveaux arrivants.

FOCUS SUR LA CONTRIBUTION AUX TRANSITIONS AGRICOLES

Principaux constats

Les entretiens ont été riches pour comprendre la contribution des porteurs de projets aux transitions territoriales. En particulier, sur le plan des transitions agricoles, on notera une grande diversité de contributions évoquées par l'ensemble des personnes interrogées, tous territoires confondus.

Les expressions relèvent de divers registres, mais renvoient d'une manière générale à un ensemble de pratiques pouvant être regroupées sous l'ombrelle de l'agroécologie. Sont ainsi évoquées :

- L'agriculture biologique;
- Le non-usage de produits phytosanitaires et le désherbage à la main;
- Le maintien ou la création de corridors écologiques;
- Le maraichage sur sol vivant;
- La permaculture;
- L'agroforesterie;
- Le non-labour;
- L'agriculture régénérative;
- La biodynamie;
- L'autonomie alimentaire;
- L'utilisation de l'aromathérapie pour les soins aux animaux.

Ce foisonnement de pratiques et d'expériences illustre l'engagement des porteurs de projets néo-agriculteurs dans une démarche d'expérimentation au service du maintien du vivant.

FOCUS SUR L'APPORT DE COMPÉTENCES

Principaux constats

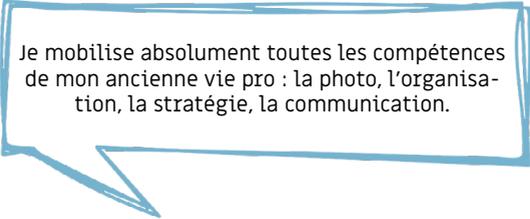
Si l'apport de compétences est le premier impact reconnu à ces nouveaux porteurs de projets par les acteurs des territoires, de quel champ relèvent-elles ? Les parcours professionnels initiaux tertiaires de ces porteurs de projets en reconversion leur permettent de nourrir leurs projets de compétences en :

- Gestion ;
- Communication, relations, média ;
- Organisation et planification de projets ;
- Approches partenariales en réseau.

Ces compétences relèvent plus du savoir-être que de savoir-faire particuliers. Elles permettent souvent la réussite des projets et l'innovation appuyée sur des réseaux ou des collectifs.

La part d'apport de compétences techniques est plus importante en Grèce du fait de la structure de l'enseignement agricole, qui n'est pas construit autour de lycées agricoles. Les installés se forment soit sur leur exploitation familiale lorsqu'il y a transmission directe, soit à l'université, ce qui est le cas des profils en reconversion qui apportent des compétences techniques pointues et n'hésitent pas à s'appuyer sur la recherche, avec laquelle la collaboration terrain est plus répandue qu'en France.

Verbatims



Je mobilise absolument toutes les compétences de mon ancienne vie pro : la photo, l'organisation, la stratégie, la communication.

Quelles modalités de diffusion des compétences et des innovations ?

Cet apport de compétences, de nouveautés, se fait de façon disparate et non coordonnée.

Il passe par :

- Le contact avec les clients et le public. La vente directe, qu'elle se fasse sur les marchés ou d'autant plus lorsqu'elle se passe à la ferme, est un levier important de diffusion des nouvelles pratiques agricoles, d'explication de la démarche. Le soin apporté à la production y est retranscrit, voire montré ;
- L'observation des locaux qui les regardent avec curiosité ou scepticisme, mais reprennent certaines innovations et à l'inverse leur apport, leur expérience et la connaissance du terroir, pour le volet agricole en particulier ;
- Au travers d'associations, de groupements ou de syndicats ;
- Entre pairs et professionnels ;
- Via les collectivités locales ;
- Via des formations ;
- Par la presse et les médias ;
- La collaboration avec la recherche universitaire, surtout en Grèce. Citons en exemple une coopérative de Thessalie, soutenue par la recherche, où un groupe d'agriculteurs néos et du cru échangent autour de l'agriculture régénérative et mènent conjointement des expérimentations sur leurs parcelles.

Nous reverrons en fin d'ouvrage à quel point ces échanges de compétences systémiques vers les territoires sont des clés pour l'adaptation des territoires aux défis contemporains.

Verbatims

Nous avons dû faire face à beaucoup de scepticisme en tant que néos. Nos efforts pour vendre en circuit court ont renforcé notre intégration et notre acceptation.

Le bon sens des agriculteurs locaux m'a guidé et le territoire m'a ramené à faire quelque chose de plus concret, plus simple.



Produits de la coopérative d'Enipéas qui s'est mobilisée autour de l'échange de pratiques sur l'agriculture régénérative.

Retour à la terre et choc des cultures ?

PARTENARIATS

Le déploiement de partenariats est un facteur clé de succès des projets s'installant dans les territoires et l'étude a révélé que la culture des partenariats est au cœur des projets des nouveaux arrivants, qu'ils soient agricoles ou non.



Les types de partenariat des nouveaux habitants porteurs de projets

Principaux constats

Les partenariats se nouent avec les typologies d'acteurs suivants :

- Entre producteurs;
- Avec les restaurateurs et les commerces locaux pour la commercialisation des produits;
- Les Mairies et offices du tourisme qui sont décrits comme de véritables partenaires des projets;
- Les mondes de l'éducation, pour la restauration collective en France et avec la spécificité grecque des collaborations avec l'université.

Retour à la terre et choc des cultures ?

Une véritable entraide est à l'œuvre entre les porteurs de projets et ceux-ci notent par ailleurs que les habitants jouent le jeu du local, et que les commerces sont demandeurs de produits locaux, notamment dans les destinations touristiques comme le Val d'Azun.

La citation des mairies et offices du tourisme comme partenaires privilégiés invite dans les chantiers à venir, à véritablement investir ce rôle d'accompagnement des porteurs de projets, d'autant qu'ils en reconnaissent la plus-value.

Conclusion

Les partenariats locaux, l'entraide, le soutien de la population et des élus, sont nous le verrons dans la partie dédiée, de véritables «facteurs clés de succès des projets» et le soutien partenarial doit être un ingrédient clé des politiques d'accueil.

Verbatims

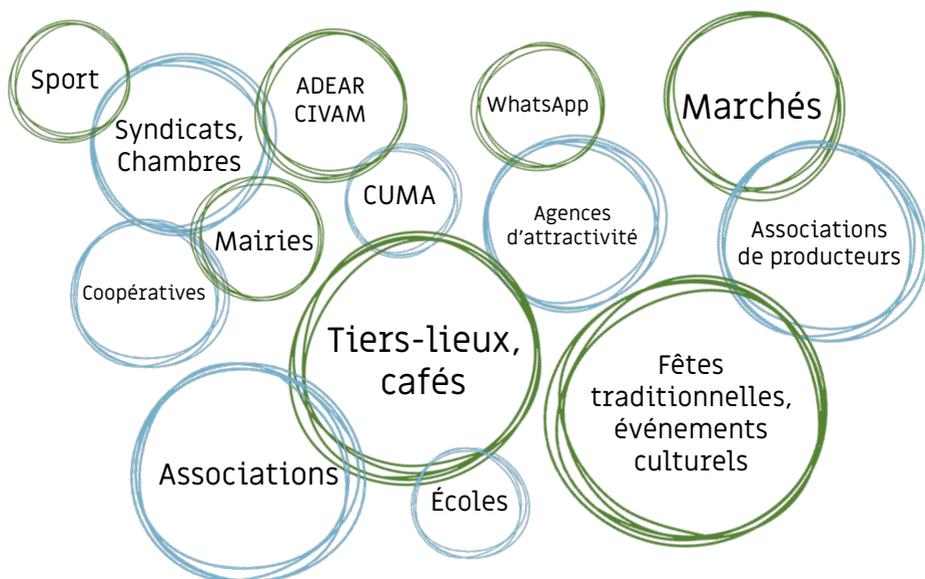
Les Néos peuvent créer de nouvelles dynamiques économiques, mais cela dépend beaucoup de leur capacité à collaborer avec les locaux et à respecter les traditions locales.

L'enjeu est de faire de ces nouvelles populations des acteurs du territoire sur le volet économique et social et que les villages ne soient pas uniquement des villages-dortoirs.

Les gens achètent parce que je suis le maraîcher local, pas parce que je suis bio.

INTERFACES

L'entretien ou la création d'interfaces et de lieux de rencontre, apparaissent dès lors comme une clé des politiques d'accueil. Alors où les nouveaux arrivants, porteurs de projets et les habitants du cru se rencontrent-ils ?



Les lieux et organisations de rencontre des nouveaux habitants porteurs de projets.

Principaux constats

On notera en premier lieu la dimension très éclatée de ces lieux d'accueils, susceptibles de constituer un archipel au service des projets.

Si l'on note l'importance des tiers-lieux et des cafés comme lieux de rencontre, on nous a également rapporté le risque que les tiers-lieux ne deviennent que des lieux essentiellement fréquentés par les néos.

Retour à la terre et choc des cultures ?

Le tissu associatif apparaît dans les premières interfaces, ce qui plaide pour un soutien actif aux associations.

Nous avons noté que les nouveaux arrivants ne participent que peu aux réseaux conventionnels, en particulier les syndicats principalement investis par les agriculteurs locaux.

Notre plus grande surprise à la lecture des résultats a été de découvrir l'importance des marchés, des lieux sans doute à réinvestir autrement que pour la vente de produits.

La mairie, l'école et les offices du tourisme se confirment comme de vrais partenaires des projets.

L'exemple de l'école de Fournà en Grèce

Situé dans les montagnes d'Évrytanie en Grèce centrale, aux confins de plusieurs départements et dans un environnement forestier, à une altitude de 850 mètres, le village de Fournà est relativement isolé. Depuis 2010, il a perdu sa qualité de chef-lieu de commune, celui-ci se trouvant désormais à Karpenisi, une petite ville de 7 000 habitants, bien dotée en équipements scolaires (lycée) mais située à plus de 40 km de Fournà. Après un fort recul démographique, le village ne compte plus qu'une centaine d'habitants permanents (350 l'été). Dans ce contexte, l'école est passée d'une soixantaine d'élèves dans les années 1970 à deux en 2024. La menace d'une fermeture a conduit les acteurs locaux à se mobiliser. L'initiative principale est venue du pope du village – qui a lui-même un enfant scolarisé et qui est très attaché à ce territoire – et de l'institutrice qui a commencé par lancer une petite annonce sur les réseaux sociaux : « Village dépeuplé cherche famille avec enfants ». L'idée des villageois était d'attirer des familles en leur offrant, pour quelques mois, un logement gratuit et des perspectives d'emploi. En quelques heures, le message a suscité vingt mille commentaires et a été partagé dix mille fois. Le village a reçu ensuite près d'un millier d'appels et, finalement, une centaine de familles ont exprimé leur volonté de s'installer dans ce village de montagne. Parallèlement, le fort réseau de la diaspora grecque (aux États-Unis, au Canada, en Australie) s'est mobilisé et, peu à peu, l'école

Retour à la terre et choc des cultures ?

a reçu des dons de matériel pédagogique. Actuellement, les avocats du village travaillent sur les procédures juridiques pour lancer une « organisation de solidarité », type d'association pour porter le projet et lui donner un cadre transparent, collecter les dons et coordonner l'installation des familles. Parallèlement, une école de soutien scolaire à Kifissia, dans la banlieue d'Athènes, a offert des cours gratuits de langue étrangère en ligne aux enfants. Grâce aux réseaux sociaux, le projet a bénéficié d'un fort écho médiatique (articles dans le New York Times et dans Le Monde). Depuis la publication de l'annonce en août 2024, une première famille avec six enfants en âge scolaire a déménagé dans le village, guidée par l'institutrice. Cette famille avait déjà tenté sa chance en Allemagne, où elle a vécu de 2017 à 2020. Mais l'opportunité de trouver un village accueillant et un emploi l'a convaincue de rester en Grèce, en profitant d'un environnement de montagne, jugé plus attractif que celui de la ville. Le mari devrait reprendre une des auberges du village et son épouse va ouvrir un salon de coiffure. En outre, l'arrivée de deux autres familles est annoncée, l'une comptant quatre enfants et l'autre sept, avec des projets d'installation dans l'agriculture. Ces nouveaux habitants sont bien accueillis et soutenus par la communauté.

On voit bien qu'une des principales raisons de l'installation est la grande taille de la famille. Le village vidé par l'exode s'avère bien équipé pour offrir du logement même si des maisons devront être rénovées. La mairie et l'Église ont commencé à louer les locaux leur appartenant et d'autres locations (avec des loyers quatre fois moins élevés qu'en ville) devraient suivre, accueillant les nouveaux arrivants. Certaines maisons sont données ou louées par des propriétaires qui en ont hérité. En termes économiques, des perspectives existent autour de la valorisation des ressources forestières et agroalimentaires, mais aussi du tourisme avec des flux notables en été, depuis la Thessalie. Les acteurs locaux ont aussi pour projet de réouvrir une boulangerie, en lien avec l'hôtel-restaurant existant, et de constituer une coopérative de produits locaux traditionnels. Cet exemple montre le changement de contexte (nouvelle attractivité de ces zones de montagne, nouvelles ressources valorisées) et l'ampleur des ini-

Retour à la terre et choc des cultures ?

tatives venues « d'en bas » et informelles. L'institutrice originaire du village et le pope jouent un rôle clé, renforcé par la puissance des réseaux numériques permettant de « changer d'échelle ». L'exemple de Fournia montre qu'une forme de gouvernance territoriale est en train de se constituer par une représentation équilibrée des différentes catégories d'acteurs et structures, à l'échelle communale en intégrant progressivement, les institutions publiques et privées.

Dans le champ agricole, on notera le rôle clé des Cuma (Coopératives d'utilisation du matériel agricole). Les coopératives quant à elles ne sont citées que sur le terrain grec, sans doute du fait de leur dimension très structurante et localisée.



Le tiers-lieu d'Aucun, véritable lieu de rendez-vous du Val d'Azun.

FACTEURS CLÉS D'INTÉGRATION POUR LES PORTEURS DE PROJETS

Nous avons interrogé les acteurs du territoire et les porteurs de projets sur les facteurs clés d'intégration et de grands axes se dessinent.

Principaux constats

Sans grande surprise le premier facteur d'intégration cité est l'investissement local que ce soit dans le tissu associatif, la vie des villages et plus largement les dynamiques locales.

La capacité à faire vivre le territoire que ce soit par les produits que l'on y vend, le patrimoine que l'on restaure, les marchés que l'on dynamise, amène une reconnaissance qui facilite l'intégration et crédibilise les démarches.

Ceci présuppose et cela a été souligné par de nombreux interrogés, de connaître le contexte local, de comprendre le territoire, ses traditions, ses « mentalités » et d'en appréhender ses réseaux. Les projets « hors sol », idéalisés et ne répondant pas aux besoins du territoire, risquent l'échec.

Dans le monde agricole enfin, le sésame est le travail. Montrer que l'on est prêts à s'investir, « mouiller la chemise », « être bosseur », faire de bons produits et avoir un travail de qualité, même si les méthodes diffèrent, est l'un des meilleurs gages de reconnaissance et donc d'intégration du point de vue des agriculteurs.

Verbatims

Je me suis beaucoup mise à l'écoute des besoins des habitants et j'ai fait des concessions sur mon projet pour respecter leurs attentes ! Il y avait par exemple cette vieille table ovale que je voulais virer, mais qui est le point de rencontre des habitants. Je l'ai conservée. Et j'ai gardé les photos des conscrits, c'est très important pour les gens.

Il faut avoir une grande capacité d'adaptation et persévérer, savoir dialoguer en ayant en tête l'histoire du territoire, de ses vagues de flux migratoires qui ont pu impacter les mentalités.

Notre intégration bien que difficile au départ a réussi grâce à notre persévérance et notre engagement envers le territoire. Nous avons dû faire nos preuves face aux doutes.

Il a fallu faire attention à l'écosystème en place et ne pas faire un projet de Néos pur

FOCUS GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES TERRITORIALES

La Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GPECT) joue un rôle stratégique dans le projet «Retour à la Terre : défis et opportunités pour les territoires». Étant donné que ce projet vise à explorer et à renforcer les dynamiques de retour à la terre et de transition dans des territoires variés, la GPECT offre un cadre structuré pour anticiper et adapter les compétences nécessaires au développement territorial.

Anticipation des compétences : Entre nécessité et opportunité

La Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GPECT) permet d'identifier les compétences nécessaires pour soutenir de nouvelles initiatives rurales. Cela inclut des techniques agricoles innovantes, la gestion des ressources naturelles, et le développement d'activités économiques locales. Pour des territoires comme le Massif central, les Pyrénées et la Thessalie, où émergent de nouvelles pratiques agricoles et entrepreneuriales, cette anticipation est cruciale.

Pour autant, la GPECT ne se limite pas simplement à l'identification initiale des compétences nécessaires pour l'installation des nouveaux arrivants dans ces territoires. Elle prolonge l'effet de cette anticipation de façon dynamique, prenant en compte l'évolution des besoins des futurs installés. Ces besoins peuvent inclure l'adaptation continue aux nouvelles technologies agricoles, l'intégration dans les réseaux économiques locaux, et le développement de nouvelles compétences en gestion durable des ressources.

De plus, le processus d'anticipation intègre la dimension de l'accompagnement post-installation. Cela signifie que les nouveaux résidents ne sont pas livrés à

Retour à la terre et choc des cultures ?

eux-mêmes après leur arrivée. La GPECT facilite la mise en place de programmes de formation continue et de mentorat, assurant ainsi que les compétences des nouveaux arrivants évoluent en phase avec les nécessités changeantes du territoire.

Cette approche dynamique permet d'offrir de meilleurs résultats en renforçant l'attractivité et la résilience des territoires. Elle soutient les installés dans leur intégration économique et sociale, maximisant ainsi leur contribution au développement local. En créant un environnement propice à l'innovation et à la collaboration, la GPECT contribue à transformer les défis des transitions territoriales en opportunités durables pour toutes les parties prenantes.

Vers une adaptation des appareils locaux de formation

En s'appuyant sur un diagnostic territorial orienté RH, la GPECT pourrait jouer un rôle crucial dans la structuration des parcours professionnels adaptés aux besoins spécifiques des territoires. En identifiant les compétences stratégiques locales, la GPECT permettrait de valoriser le capital humain et d'ouvrir des perspectives d'évolution pour l'ensemble de l'appareil institutionnel de la formation. Cela conduit à une plus grande agilité, une meilleure adaptation aux particularités du territoire, et une capacité accrue à accompagner les publics ruraux vers la « montée en gamme ».

La formation continue des acteurs locaux, qu'ils soient néoruraux, agriculteurs de souche, ou autres parties prenantes, est essentielle pour améliorer l'attractivité et la résilience des territoires. En se concentrant sur les compétences stratégiques locales, la GPECT peut favoriser le développement de compétences en gestion durable des ressources, en techniques agricoles innovantes, et en entrepreneuriat local. Ces compétences sont indispensables pour s'adapter aux transitions économiques et environnementales.

De plus, la place des *soft skills* spécifiques aux territoires devrait être mieux examinée. Les compétences telles que la communication, la coopération, et la capacité à travailler en équipe sont cruciales pour engager les jeunes vers les entreprises locales et favoriser leur inclusion dans la dynamique économique du territoire. En mettant en avant ces compétences, la GPECT peut contribuer à créer un environnement propice à l'innovation et à la collaboration, où les jeunes talents sont encouragés à participer activement au développement local.

Ainsi, la formation devient un levier du développement des territoires, per-

mettant de renforcer la résilience et l'attractivité des régions rurales. En valorisant le capital humain et en adaptant les parcours de formation aux besoins spécifiques des territoires, la GPECT contribue à transformer les défis des transitions territoriales en opportunités durables pour toutes les parties prenantes.

Construction de compétences collectives : la richesse d'une dynamique locale

Le projet met en avant l'importance de la coopération territoriale et de l'animation du dialogue territorial. La GPECT pourrait renforcer ces dynamiques en soutenant la création de communautés de pratiques et de réseaux d'acteurs locaux, essentiels pour le succès des transitions territoriales et pour surmonter les tensions potentielles entre les différents acteurs. En s'appuyant sur la capacité collective d'accompagnement des projets novateurs, la GPECT peut jouer un rôle clé dans la dynamisation des territoires. Cette compétence collective permet de mobiliser les ressources locales, de partager les connaissances et de coordonner les efforts pour soutenir les initiatives innovantes. Par exemple, les acteurs locaux peuvent collaborer pour développer des projets agricoles durables, des entreprises sociales, ou des initiatives de tourisme écologique, en tirant parti des richesses et des spécificités du territoire.

La capacité collective d'accompagnement des projets novateurs favorise également l'émergence de nouvelles idées et la mise en œuvre de solutions adaptées aux défis locaux. En créant des espaces de dialogue et de coopération, la GPECT encourage l'innovation et la créativité, tout en renforçant la cohésion sociale et économique du territoire. Les communautés de pratiques et les réseaux d'acteurs locaux deviennent ainsi des moteurs de développement, capables de transformer les transitions territoriales en opportunités durables.

L'indispensable valorisation des richesses humaines locales

En mettant en œuvre la GPECT, le projet pourrait mieux valoriser les compétences locales, qu'elles soient héritées ou nouvelles, et encourager une gestion durable des ressources territoriales. Cela pourrait aider à résoudre des défis tels que les tensions foncières et à maximiser l'impact des politiques d'accueil.

Retour à la terre et choc des cultures ?

La valorisation des richesses humaines locales repose sur l'apport de nouvelles compétences par les nouveaux arrivants, mais aussi sur la capacité du territoire à enrichir leurs projets. Les compétences apportées par ces nouveaux profils peuvent inclure des techniques agricoles innovantes, des pratiques de gestion durable des ressources, et des compétences en entrepreneuriat local. Ces compétences sont essentielles pour dynamiser l'économie locale, diversifier les activités économiques et renforcer la résilience des territoires face aux transitions économiques et environnementales.

En retour, le territoire offre un cadre unique pour le développement de ces compétences. Les nouveaux arrivants peuvent bénéficier de l'expertise locale, des réseaux de coopération existants, et des initiatives de formation continue. Par exemple, des programmes de mentorat et des communautés de pratiques peuvent être mis en place pour faciliter l'intégration des nouveaux venus et leur permettre de s'adapter rapidement aux spécificités locales. De plus, les « territoires apprenants », en favorisant l'innovation et la collaboration, créent un environnement propice à l'émergence de nouvelles idées et à la mise en œuvre de projets novateurs.

La notion de territoire apprenant est au cœur de cette démarche. Un territoire apprenant est un espace où l'acquisition et le partage de compétences sont continus et intégrés dans le développement local. Cela implique une adaptation constante aux évolutions technologiques, économiques et environnementales, ainsi qu'une capacité à anticiper les besoins futurs en matière de compétences.

La GPECT joue un rôle crucial dans cette dynamique en structurant les parcours de formation et en facilitant l'intégration des nouveaux arrivants. Elle permet de créer un environnement propice à l'innovation et à la collaboration, où les compétences locales sont valorisées et enrichies par l'apport de nouvelles connaissances. En se concentrant sur les compétences à l'échelle du territoire, la GPECT contribue à renforcer la résilience et l'attractivité des territoires, tout en maximisant l'impact des politiques d'accueil.

CHANTIERS D'ACCUEIL

L'enquête ouvre donc un vaste chantier autour de l'accueil des porteurs de projets dans les territoires. Nos séminaires intermédiaires et nos Rencontres nationales du retour à la terre, où nous avons engagé des temps de réflexion avec les acteurs locaux et nationaux, ont fait ressortir six grands chantiers, se déclinant en de nombreuses opportunités d'actions à divers niveaux pour les territoires désirant se saisir de l'opportunité de l'arrivée de nouveaux arrivants porteurs de projets.

1

Intégrer l'accueil dans le projet du territoire, partager le projet du territoire

- Définir l'identité du territoire pour créer un projet global et cohérent.
- Faire connaître les valeurs et le projet de territoire aux porteurs de projets, pour que leur projet y contribue et soit pérennisé.
- Porter le renouvellement des générations et l'accueil de population de façon explicite dans le projet de territoire.
- Organiser des temps d'échanges de transmission, d'écoute et de médiation avec tous les citoyens autour des questions clés dans un espace de dialogue intégrant tous les points de vue (politiques, habitants, entreprises, agriculteurs et porteurs de projets) : quelle agriculture voulons-nous pour notre territoire ? Comment voulons-nous habiter le territoire face aux ressources disponibles ?
- Investir dans la préservation du cadre de vie qui est un facteur clé d'attractivité pour les nouveaux habitants.

2

Investir dans les projets de lien social et culturel, créer des espaces de rencontres, de mixité sociale et de convivialité

- Donner à voir et soutenir les associations culturelles et sportives locales.
- Investir dans les fêtes traditionnelles locales.

Retour à la terre et choc des cultures ?

- Promouvoir les lieux porteurs de lien social.
- Soutenir et rendre les marchés locaux de plein-vent accessibles.
- Créer et/ou financer des lieux de rencontres : tiers lieux, fermes passe-relles.
- Proposer des médiations en cas de conflit.
- Proposer un projet commun qui puisse mobiliser toutes les populations.

3

Soutenir les projets

- Prendre des participations dans les projets : implication économique, mise à disposition de bâtiments, matériels, terre, accompagnement humain.
- Permettre à des porteurs de projets divers de se rencontrer pour se soutenir et s'entraider (échanges, comparaison des degrés d'avancement, partage des échecs et réussites).
- Proposer des accompagnements collectifs à l'innovation.

4

Coconstruire la dynamique d'accueil avec les acteurs du territoire

- Identifier et cartographier les acteurs de lien (personnes morales et physiques) pour ensuite les mobiliser dans un collectif d'accueil/comité d'installation local : école, tiers lieux, Offices de tourisme, cafés, CUMA, marchés, associations culturelles, etc.
- Identifier et diffuser les initiatives locales intéressantes pour les porteurs de projets.
- Investir dans la mise en réseau : connexion avec les partenaires potentiels, organisation de rencontres entre porteurs de projets, pour co-construire la dynamique territoriale.
- Identifier des « ambassadeurs » du territoire motivés par l'accueil pour accueillir, informer, former et parrainer (habitants déjà installés, conseillers en Office de tourisme, secrétaires de mairie...)
- Mettre en place une conciergerie, une personne-ressource sur tous les sujets, à qui les porteurs de projet peuvent demander un accompa-

gnement complet (financier, emploi...). Cette personne peut notamment accompagner des médecins, entrepreneurs ou tous talents/actifs dont le territoire a besoin.

- Créer des groupes WhatsApp d'entraide sur les problématiques du quotidien (mobilité, courses, etc.).
- Développer une stratégie de promotion du territoire et de son habitabilité, reposant sur un triple pilier : projet de l'acteur / projet du territoire / projet de la population.

5

Renforcer les compétences du territoire et des porteurs de projets

- Visibilisation des initiatives : mettre en lumière les réussites et les échecs des projets pour apprendre de ses expériences et les améliorer.
- Renforcement des compétences locales : mobiliser et structurer les compétences collectives pour soutenir les projets à l'échelle territoriale.
- Mettre en place une Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences et réaliser une cartographie des formations existantes et en proposer de nouvelles pour combler les lacunes en compétences pratiques et stratégiques.
- Assurer un accès à des formations pertinentes et à un accompagnement personnalisé pour les porteurs de projets agricoles et collectifs.
- Capitaliser sur les expériences passées : prendre le temps de s'enrichir des erreurs et réussites des projets passés dans le territoire, pour en tirer des leçons et éviter de répéter les mêmes erreurs.
- Renforcer les structures de soutien comme les GIEE, CUMA, fermes passerelles et le mentorat pour offrir des espaces d'échange, de formation et d'accompagnement.
- Favoriser l'interconnexion des acteurs locaux pour que les compétences collectives se traduisent par une action concrète et collaborative. Proposer des ateliers d'échanges ou réunions citoyennes entre porteurs de projets et habitants.
- Développer des dispositifs de financement adaptés aux besoins spécifiques des projets collectifs agricoles, en s'appuyant sur des structures

comme Créa'rural qui regroupe des acteurs engagés autour de l'accompagnement de projet relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans les territoires ruraux.

- S'engager dans une démarche collaborative : participer activement à la mise en place de projets collectifs en utilisant les compétences locales et en favorisant les synergies avec d'autres acteurs.

6

Agir sur le foncier

- Informer sur la manière dont sont accompagnés les néos-agriculteurs et les structures qui encadrent l'acquisition et la location de terres (exemple de l'association Terre de liens) ou aident à trouver de l'habitat.
- Mettre à disposition du foncier (locaux, terrains agricoles ou logement) par la mairie et/ou via des dons/prêts de diaspora.
- Division des parcelles entre les porteurs de projet dont c'est la première acquisition.
- Cession de terres sans intérêt pour les filières locales.
- Travailler les critères de priorisation d'attribution des terres.
- Favoriser les projets « qualitatifs » pour accorder du foncier aux projets qui apportent une plus-value au territoire, et répondent à ses besoins (exemple d'un maraicher voulant fournir les cantines de la commune).

CONCLUSION

L'étude révèle au-delà du cliché médiatique du choc des cultures, un panel de relations beaucoup plus large et des spécificités territoriales, nécessitant d'avoir des approches adaptées.

L'impact des nouveaux arrivants porteurs de projets est reconnu en termes de création d'activités, de nouvelles dynamiques, de contribution aux transitions, et bénéficierait encore plus d'un apport de compétences et de soutiens de la part des acteurs locaux.

La création d'espaces de lien, la co-construction de projet de territoire, la gestion territoriale des compétences et le foncier, apparaissent comme des chantiers majeurs pour capter ce potentiel des nouveaux habitants porteurs de projets, tout en maintenant ce qui fait la force et les caractéristiques culturelles des territoires.

Le contexte de transitions, la crise démocratique, économique et sociale, rendent encore plus aiguë la nécessité d'accompagner l'accueil de populations dans les territoires ruraux pour que ceux-ci puissent jouer un rôle stratégique majeur dans le monde de demain, déjà à l'œuvre, dès lors que l'on change de regard et d'échelle d'observation.

Nous espérons par ce travail avoir contribué modestement à ce vaste chantier!

Retour à la terre et choc des cultures ?

Quelques références bibliographiques

COGNARD, F., « *Migrations d'agrément* » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial. L'exemple du Diois, du Morvan et du Séronais », Thèse de doctorat, Clermont-Ferrand, Université Blaise-Pascal, 2010.

GAMBINO, M., « Les mobilités géographiques des jeunes dans les espaces ruraux de faible densité », *Analyse*, Ministère de l'agriculture, 2010, n° 22.

GOUSSIOS, D., « Développement rural dans la petite région rurale de Mouzaki (Grèce) : du territoire identitaire au territoire-réseau ». In Chassany J.P. et Pellissier J.-P. (ed.). *Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne*. Montpellier, CIHEAM, Options Méditerranéennes n°71, 2006, p. 153-167.

GOUSSIOS, D., RIEUTORT, L., « Politiques d'accueil de nouvelles populations et dynamiques collectives dans les territoires ruraux de montagne en Grèce », *Les campagnes européennes : espaces d'innovations dans un monde urbain*, Presses universitaires du Midi, Toulouse, 2018, p. 183-196.

INNOCENTI, C., *Vivre pauvre à la campagne : une géographie de la pauvreté dans les espaces ruraux ariégeois*, Doctorat de géographie, Université de Montpellier 3, 2021.

JOUSSEAUME, V., *Plouc Pride. Un nouveau récit pour les campagnes*, Paris, Éditions de L'Aube, 2021.

KAYSER, B., *La renaissance rurale : sociologie des campagnes occidentales*, Paris, Armand Colin, 1989.

Retour à la terre et choc des cultures ?

LEGER, D., HERVIEU, B., *Le retour à la nature. Au fond de la forêt.. l'État*, Éd. du Paris, Seuil, 1979 et *Ibid*, Des communautés pour les temps difficiles. Néo-ruraux ou nouveaux moines. Paris, Le Centurion, 1983.

PHAM, G. (coord.), *Territoires apprenants. Une approche renouvelée de la construction des compétences sur le territoire*, La Librairie des Territoire, 2022.

PISTRE, P., RICHARD, F., « Dynamiques démographiques et recompositions sociales dans les espaces ruraux », *Les espaces ruraux en France*, A. Colin, 2018, p. 120-137.

RICHARD, F., DELLIER, J., TOMMASI, G., « Migration, environnement et gentrification rurale en Montagne limousine », *Revue de géographie alpine*, 2014, n°102 (en ligne).

RIEUTORT, L., GOUSSIOS, D., « Un nouveau paradigme du développement rural européen : apprentissages collectifs et territoires apprenants », M. Gómez-Ullate García de León (ed.), *The Future of Rural Europe: Entrepreneurship, Culture and Heritage* (p. 11-41). Wanceulen, 2022.

RIEUTORT, L., « Nouveaux habitants et liens aux territoires sur les hauts cantons du Massif central méridional », *Les Cévennes au XXIème siècle* (P. Cabanel, Dir.), Éditions Alcide, Nîmes, 2014, p.91-114.

ROUVIÈRE, C., *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2015.

ZANINETTI, J-M., « Migrations Internes en France : les métropoles répulsives », *Population & Avenir*, 2025, 772(2), 4-7.

REMERCIEMENTS

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des personnes interrogées, agriculteurs, néos, élus, acteurs de l'accompagnement agricole ou entrepreneurial, associations, agences d'attractivité.

Un merci tout particulier à Régis Cazalas et Vincent Fonville pour les contacts dans le Val d'Azun.

Merci à Laurence Barthe et Laurent Rieutort pour la supervision scientifique.

Merci aux étudiants de l'IADT, qui en projet tuteuré ont fourni un travail remarquable sur l'Aubrac.

Merci à nos partenaires grecs pour l'incroyable accueil en Thessalie.

Merci à l'ensemble des partenaires du projet, l'Institut d'Auvergne-Rhône-Alpes du Développement des Territoires, l'Agence des Pyrénées, Terra Thessalia, Le Cube Consultants, Back To Earth (avec une mention particulière pour le travail de fourmi de Clémentine Millard-Rannou et Marion Deler).

Merci enfin à nos financeurs le Réseau National Agricultures et Ruralités, l'Union européenne, les Régions de France et la République Française.